

II

ROUMAINS ET HONGROIS EN TRANSYLVANIE

Les lecteurs de la *Revue des Etudes Hongroises* ont pu lire le compte rendu que j'ai donné ici (1927, pp. 164-196) de la partie historique du livre de M. Milița CONSTANTINESCO, secrétaire général du Comité agraire de Roumanie : *L'évolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*. Dans son livre, M. Constantinesco a essayé de démontrer à quel point les antécédents historiques ont motivé la fameuse réforme agraire roumaine de Transylvanie et également de prouver que cette mesure était due à la nécessité morale de corriger les injustices que la population roumaine a dû supporter au cours de son histoire. L'objet de mon compte rendu était de démontrer que cette tentative de justification soi-disant historique formille d'erreurs et de violences faites aux textes et aux données historiques. J'ai essayé de mon côté, en me fondant sur la connaissance des sources historiques de la Transylvanie, d'esquisser à grands traits l'évolution réelle de la situation économique des Roumains de Transylvanie. Mon exposé, dont l'étendue a certes dépassé les limites ordinaires d'un compte rendu, a paru aussi, en tirage à part, sous le titre : *La réforme agraire en Transylvanie et l'histoire* (Paris, Champion, 1927, in-8°, 33 p.). C'est à cette étude que M. Iorga, dans sa *Revue Historique du Sud-Est Européen* (1927, pp. 380-385), a consacré une analyse que je ne peux laisser sans réponse.

Tout d'abord je désire constater que l'éminent maître de l'historiographie roumaine lui-même qualifie le livre de M. Constantinesco de *médiocre* et établit que son auteur n'est « pas un historien du tout ». Qu'il me soit permis de douter que, sans mon compte rendu, mon distingué collègue roumain eût conçu la même opinion de l'auteur de cet ouvrage ; de mon côté je ne peux que me féliciter d'être de l'avis de M. Iorga : c'est-à-dire de penser avec lui que cet essai de justification historique de la réforme agraire roumaine est un échec. Mais je maintiens mon assertion qu'une pareille tentative n'eût pas réussi quand bien même

M. Iorga, chef reconnu des historiens roumains, se fût mis à la tâche. D'ailleurs M. Iorga prend la défense de la thèse de M. Constantinesco, car il trouve que j'ai dirigé une attaque « haineusement injuste contre toute une nation ».

Or je m'inscris en faux contre cette assertion. Serait-ce une attaque de nature politique que de ne pas attacher foi aveuglément à toutes les hypothèses des historiens roumains qui ont réellement témoigné de grands mérites *politiques* en contribuant à « faire » l'histoire contemporaine de leur nation ? Je ne me suis préoccupé dans mon compte rendu que de réfuter leur enseignement en exposant l'histoire des Roumains de Transylvanie d'un point de vue différent. Où donc d'ailleurs M. Constantinesco eût-il pu trouver les matériaux de son livre bâclé, — dans lequel il se permet d'insulter à tout propos la nation hongroise, — sinon dans les œuvres des historiens roumains qu'il cite dans sa bibliographie ? M. Iorga est sans doute l'auteur qui occupe la plus large place dans cette bibliographie et peut-être avons-nous raison de supposer que l'indignation de M. Iorga est inspirée par un sentiment bien humain : la gratitude envers celui qui nous a cités. Tant il est vrai que l'exemple de M. Constantinesco montre dans quel miroir magique les Roumains lettrés eux-mêmes contemplent leur histoire, puisqu'ils ne connaissent que la production historique roumaine.

Je dois décliner respectueusement, mais le plus catégoriquement aussi cette insinuation que je déteste la nation roumaine. Je ne déteste que les *mensonges historiques* et, sur ce point, je suis d'accord, je le crois, avec tous les historiens du monde.

Sur ce, je vais essayer de répondre aux nombreuses questions posées par M. Iorga, car suivant une nouvelle méthode assez singulière, M. Iorga ne se préoccupe point de me réfuter en citant des chartes ou d'autres témoignages historiques : il préfère poser des questions. Cette forme interrogative de la critique a sans doute l'utilité de ne pas révéler directement au lecteur l'inexpérience de M. Iorga en matière d'histoire hongroise, incompetence qu'on lui a déjà reprochée ici même¹. Or, il est absolument impossible d'écrire l'histoire des Roumains de Transylvanie sans connaître l'histoire de la Hongrie. En effet, l'histoire des Roumains de Transylvanie n'est qu'un chapitre de l'évolution de la Hongrie prise dans sa totalité.

M. Iorga me qualifie de « champion d'une vieille école politico-historique magyare » (p. 382), parce que je ne veux point recon-

1. *Revue des Etudes Hongr.* II [1924], 203 ss.

naître ses hypothèses et celles de ses confrères roumains sur l'origine de leur nation et sur la continuité daco-roumaine. Est-ce dans cette école que M. Iorga va ranger aussi l'illustre historien tchèque du droit M. Karel KADLEC ? M. Kadlec a démontré dans un livre, édité par l'Académie de Prague — que certes personne n'oserait accuser de magyarophilie, — écrit en utilisant complètement la littérature *hongroise et roumaine* et en recourant à une méthode irréprochable, fondée sur des arguments de nature philologique et historique, que la théorie de la continuité est impossible à soutenir, que les Roumains ont émigré de la Thessalie vers le Nord et qu'ils n'ont commencé à s'établir sur le territoire hongrois, Transylvanie comprise, qu'au ^{xii}^e siècle¹. Il démontre également que la Transylvanie n'est pas l'habitat primitif des Roumains, mais que ceux-ci s'y sont établis bien tard, en tout cas après la conquête de la Transylvanie par les Hongrois². La doctrine de ROESSLER, un peu gauchement formulée il y a quelque soixante ans, n'est donc point « tombée en désuétude ». La théorie roumaine relative à l'origine daco-thrace et du caractère aborigène des Roumains de Transylvanie ne gagne pas en autorité à force d'être répandue avec une agitation grandissante. Si les arguments historiques font défaut, rien ne sert de répéter obstinément une thèse sous une forme dogmatique.

Je ne m'étends pas sur les excursions linguistiques de M. Iorga. Il trouvera ici même une réponse à ses questions, faite par une personne plus compétente que moi en cette matière. Mais je me permettrai de répliquer à son questionnaire historique, article par article.

M. Iorga admet qu'il n'y a point de chartes sur les Roumains de Transylvanie avant le ^{xiii}^e siècle, mais il demande combien il en existe en général sur la Transylvanie avant cette époque ? Puis, il rappelle l'invasion tatare qui aurait anéanti les documents concernant les Roumains.

Il est vrai qu'au ^{xii}^e siècle nous n'avons qu'un petit nombre de chartes relatives à la Transylvanie. Mais, si les Hongrois ont tout de même quelques chartes de cette période, comment M. Iorga imagine-t-il que les Roumains qui, d'après les historiens roumains, auraient hérité de la civilisation roumaine, et qui par conséquent devaient vivre dans un état de civilisation plus avancé que les Hongrois barbares, n'aient conservé aucun, mais absolument

1. *Valaši a valašske právo v zemích slovanských a uherských*. Praha, 1916 p. 82 ss ; p. 443 et passim.

2. *Ibid.*, p. 449

aucun document écrit de cette époque, que ce soit sous forme de chronique ou de charte relative à une procédure. Du reste, je n'ai pas parlé du ^{xii}^e siècle ; j'ai dit seulement qu'avant l'invasion tatar (1241) il n'est fait que rarement mention des Roumains en Transylvanie. Et si l'on préfère la précision numérique, je dirai que les Roumains sont mentionnés cinq fois avant 1241 dans les chartes hongroises et en somme onze fois dans le siècle tout entier ¹. Qu'on oppose à ces chiffres le nombre des chartes relatives aux Saxons, qui est de soixante-dix-huit rien que pour la période antérieure à 1241 et de deux cent quatre-vingt-cinq jusqu'à la fin du ^{xiii}^e siècle ². N'est-il pas assez étrange que la nation qui se distingue des autres par sa « civilisation ancienne » n'ait conservé que si peu de souvenirs écrits ! Comme si les Tatares eussent voulu rendre service à l'historien hongrois du ^{xx}^e siècle en détruisant précisément les chartes concernant les Roumains ! Il faut donc écarter cet argument commode de l'invasion tatar. Et de plus, nous dirons que cette prétendue dévastation est une hypothèse gratuite, comme tant d'autres, ou du moins peut-on dire qu'elle n'a pas dû être très grave. Si M. Iorga avait jeté un coup d'œil sur le registre critique des chartes hongroises de l'époque arpadienne ³, il aurait pu voir que le nombre des chartes royales conservées est, pour l'année 1239 de 20, pour 1240 de 28 et, pour les années succédant à l'invasion mongole (1241) : de 46 en 1244, de 25 en 1245, de 19 en 1246 et de 27 en 1247. Par conséquent si les chartes ne font que rarement mention des Roumains au ^{xiii}^e siècle, c'est qu'à cette époque il y avait encore fort peu de colons roumains en Transylvanie.

En effet, nous sommes à même d'établir avec assez de précision la date de leur premier établissement. Les rares mentions précédant l'invasion tatar se rapportent toutes aux Roumains habitant sur les rives de la rivière Olt (Aluta) ; ils n'avaient pas alors paru ailleurs. Cependant, en 1142, ils n'habitaient pas encore dans cette région, car, jusqu'au temps du roi Géza II, ce pays était un désert inhabité (*desertum*) ⁴. Une charte de 1223 nous apprend qu'André II, roi de Hongrie, donna les terres des Roumains

1. Cf. Szádeczky, *Az oláh telepítés legelső okleveles emléke* (= Le premier document écrit relatif à la colonisation roumaine). Századok 1908. *Ibid.* Karácsonyi, p. 847 et après ceux-ci Kadlec, *op. cit.*, p. 173.

2. Voir leur collection chez Zimmermann-Werner, *Urkundenbuch*, t. I.

3. Edité par Szentpétery. Budapest, 1923-27.

4. Pour la signification de ce terme et la manière dont s'est effectué le peuplement d'une pareille région je renvoie à l'ouvrage de M. Iorga, *Geschichte des rumänischen Volkes*, 1905, t. I. p. 135.

habitant le long de l'Olt au monastère de Kerc¹. Cette donation eut lieu en 1208. Sur le territoire en question, on rencontre les noms de délimitation : Egerpatak, Nagybükk, Árpás, et ces lieux correspondent aux limites de la future commune : Árpás. Ces noms purement hongrois montrent que cette région était loin d'être un pays habité par les Roumains depuis un temps ancestral, mais plutôt qu'avant 1208, date de l'établissement des Roumains, ce pays était habité par des Hongrois. Selon une autre charte, les Roumains de l'Olt se battent dès 1210 sous le commandement de l'*ispán* de Szeben ; dès lors ils étaient astreints au service militaire. Il ressort de ces données que les Roumains furent établis sur l'Olt entre 1142 et 1208 pour le service de la frontière qu'ils devaient défendre à cette époque contre les invasions venant de Comanie. Cette opinion, que les Roumains auraient été établis pour la défense de la frontière sur les rives de l'Olt, a été formulée déjà par M. Georg MÜLLER, dans son excellent ouvrage et approuvée par toute la critique allemande : *Die ursprüngliche Rechtslage der Rumänen im Siebenbürger Sachsenlande* (Hermannstadt, 1912)². Il est intéressant de noter que M. Iorga lui-même a exprimé un jour cette opinion que, d'après une charte de 1222, les Roumains « auf derselben Kulturstufe mit den ungarischen Grenzwächtern, den Szeklern lebend erwähnt werden »³. Je ne comprends donc pas pourquoi il nie maintenant que les Roumains aient été établis en Transylvanie, d'abord en vue de la défense des frontières. Et s'il en est ainsi, peut-il imaginer que les rois de Hongrie, si avisés par ailleurs en ce qui touche l'organisation de la défense des frontières⁴, aient confié sur un point si dangereux la défense du pays à un peuple trouvé en Transylvanie et vaincu par les armes ?

D'autre part, M. Iorga demande s'il existe un seul document prouvant que les rois de Hongrie auraient appelé les Roumains en Transylvanie. Comme nous avons déjà défini l'époque et les conditions de l'établissement des Roumains en Transylvanie, nous pourrions nous abstenir de répondre à cette question. Et d'ailleurs, s'il n'existait même pas de chartes sur ce mouvement de colonisation, en résulterait-il que le mouvement n'ait pas eu lieu ? D'autres peuplades nomades : Petchénègues, lazyges,

1. Sur ce couvent cistercien d'origine française, cf. *Revue des ét. hongr.* I, 24 et II, 210.

2. Cf. sur cet ouvrage *Zeitschr. der Savigny-Stiftung f. Rechtsgesch. Germ. Abt.* t. 34, p. 649 ss.

3. *Op. cité*, p. 209.

4. M. Iorga semble ignorer aussi ce problème, entre autres.

etc., ont été établies en Hongrie à cette époque et leur établissement n'est attesté par aucune charte rédigée à cette occasion.

Cependant, en ce qui concerne l'établissement des Roumains de Transylvanie nous possédons des chartes prouvant directement notre assertion. En 1292, le roi André III autorise l'un de ses partisans, à titre de récompense des services qu'il lui a rendus à établir des Roumains dans trois villages du comitat de Hunyad : Illye, Szád et Fenes (*olacos possit aggregare et aggregatos retinere*)¹. Une charte de 1293 nous apprend que le roi Ladislas IV a permis que le chapitre de Gyulafehérvár établît 60 maisonnières (*mansiones*) de Valaques dans ses propriétés. Cette charte montre aussi que le roi considère les Roumains comme ses propres serfs, car il ordonne leur retour pour le cas où ils se seraient établis dans des propriétés seigneuriales, (« universos Olacos in possessionibus nobilium vel quorumlibet aliorum residentes... ordinassemus revocari, reduci etiam compelli redire invitos, si forte nostrae in hac parte non acquiescerent parere iussioni... »)². Au XII^e siècle, il n'y a pas encore de Roumains en Transylvanie, au XIII^e siècle ils paient l'impôt au roi qui les emploie pour le service militaire et qui veut les empêcher de s'établir dans les propriétés des particuliers. Il s'ensuit évidemment que le roi les a appelés en Transylvanie. Mais d'ailleurs, parmi les Roumains eux-mêmes, subsistait la conscience historique de leur caractère de colons nouveaux. Là où ils parvinrent à acquérir une certaine autonomie en matière judiciaire, ils ne manquèrent pas d'exprimer dans des documents de caractère juridique, ainsi en 1387 : « Nos iudices, iurati et universi hospites, kenesii necnon karaynuk de districtu Hachzak (Hátszeg) de fluvio Strig, de Hunyad, de Varhegy et de Iofiw (Dobra) »³.

J'avais dit ceci : « D'autre part, il est certain que si les Roumains de Transylvanie avaient formé la population autochtone vaincue par les Hongrois au prix de longues luttes, les rois de Hongrie ne les auraient pas laissés précisément dans les marches et passages continuellement menacés par l'ennemi, mais ils les auraient plutôt chassés ou établis dans une autre partie du pays. » Est-ce à la suite d'une erreur ou d'une déformation consciente de mon texte que M. Iorga me demande : « Est-il vrai qu'il n'y a pas

1. Publié par M. Szádeczky, *Századok*, 1912, p. 580.

2. Zimmermann-Werner, *Urkundenbuch z. Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, I, n° 264.

3. Cité par Csánki, *Magyarország tört. földr. a Hunyadiak korában*, t. V. L'original est déposé aux Archives Nationales de Budapest : Dipl. 29435.

de Roumains dans les marches et passages continuellement menacés par l'ennemi, mais seulement dans une autre partie du pays ? » Ou peut-être compte-t-il sur l'innocence de son lecteur qui n'a pas lu mon article ? Voilà en tout cas un singulier procédé de contradiction.

Selon M. Iorga, le fait que les Roumains n'avaient point de situation privilégiée prouve aussi qu'ils n'avaient pas été appelés en Transylvanie : ils étaient dans une situation inférieure à celle de tous les autres habitants du pays, y compris les Tziganes (p. 382). Ici encore M. Iorga se montre sous un jour défavorable : il ne connaît pas les chartes concernant l'histoire des Roumains en Transylvanie. En réalité, les Roumains jouissaient d'une certaine autonomie au point de vue judiciaire, surtout dans les régions où ils furent établis pour la défense de la frontière. D'ailleurs, formant un groupe ethnique dont l'état de civilisation était inférieur à celui des peuples de l'Occident, ils ne pouvaient être investis des mêmes privilèges que les Saxons appelés d'Allemagne. En 1364, la reine Elisabeth confirme aux Valaques du comitat de Bereg (*communitas vallacorum nostrorum*) ainsi qu'aux Valaques de Máramaros et autres le droit d'élire eux-mêmes leur voïvode, et ce voïvode était autorisé à juger leurs contestations dans la maison royale et obligé de remettre régulièrement à la reine les redevances royales¹. A Hâtszeg, encore en 1411 et en 1418, les 12 « *iurati kenezii* » appartenant au district du château jugeaient avec la collaboration des autres *kenéz* du même district et de la « communauté » des Valaques². D'autre part, M. Iorga n'a-t-il jamais entendu parler des privilèges des huit districts valaques de Szörény qui furent confirmés par le roi Ladislas V, en 1457, mais qui leur avaient été accordés par ses prédécesseurs (... *eorundem Valachorum et keneziorum privilegia... per predecessores nostros, reges*). — A défaut des éditions hongroises, M. Iorga eût pu lire ce passage dans le livre de M. KADLEC, que nous avons cité ci-dessus (p. 218). Ou bien entend-il ignorer ces privilèges pour l'unique raison qu'ils ont été attribués par les rois de Hongrie ?

C'est une affirmation bien singulière de la part d'un historien que celle qui consiste à dire que les Roumains auraient été plus mal traités que les Tziganes eux-mêmes, en Transylvanie, sous la domination hongroise. Dans un livre récemment paru, M. Georges Forino démontre que les Hongrois conquérants « ont laissé aux populations roumaines du Nord des Carpathes les coutumes

1. *Tört. Tárl.*, 1890, p. 164.

2. Csánki, *op. cit.* V., p. 59.

nationales qu'elles avaient fidèlement gardées d'un passé lointain¹ ». Ailleurs il dit encore : « Les rois hongrois en conquérant ce pays, se sont heurtés à une vie nationale roumaine qu'ils ont dû reconnaître » (p. 71). Ainsi d'un côté on nous présente les Hongrois comme des oppresseurs qui tinrent les Roumains dans une condition sociale inférieure à celle des Tziganes, de l'autre comme des gens circonspects qui furent indulgents par prudence pour les coutumes et la vie nationale des Roumains. Et alors, n'est-il pas singulier que le livre de M. Fotino ait paru sous le patronage de M. Iorga, qui, dans sa préface, le qualifie de « révélation ». Qui croire, de mon adversaire terrible ou de l'historien qui a préfacé l'ouvrage de M. Fotino ?

Nous sommes étonnés des reproches que M. Iorga nous adresse, parce que nous avons comparé l'établissement des Slaves sous leurs *scultetes* à celui des Roumains sous leurs *kenéz*. Selon lui, nous possédons des documents irréfutables sur l'établissement des Slaves et même sur celui des Roumains en Pologne, mais nous n'en avons aucun sur l'établissement des Roumains en Transylvanie. Est-ce que le maître incontesté de l'historiographie roumaine ne connaîtrait pas les sources de l'histoire de sa nation ? En effet, qu'était le *soltész* ? Ce nom était donné à la personne, qui venait occuper un territoire inhabité qu'on lui cédait à cet effet et qui était investie de certains privilèges sur ce territoire où elle les exerçait librement. Nous ne citons que quelques chartes pour montrer que le *kenéziat*, cette institution hongroise d'origine slave, était une institution toute semblable : « Keneziatum duximus conferendum sperantes per eorum solertem procurationem villas nostras olachales habitatorum multitudine decorari »². Nous lisons dans une charte de 1352 concernant le comitat de Krassó : « Postulaverunt a nobis terram, quae iacet deserta, Mutnukpataka vocatam in tali libertate, in qua libertate habent liberas villas Quenesi in provincia Sebus, ut in eadem libertate possiderent et multiplicarent »³. En 1380, le roi Louis d'Anjou donne « terram vacuum et habitatoribus destitutam Bobuchmezeu appellatam » en vue de la colonisation⁴. En 1475, la mère du roi Mathias Corvin, Élisabeth Szilágyi fonde un *kenéziat* : « Kenezia-

1. Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier roumain. Paris, 1925, p. 65.

2. Mihályi, *Máramarosí diplomák*, 29.

3. Pesty, *Krassó megye története* III. 28. Cité dans les deux cas d'après Karácsonyi, *op. cité*, p. 58.

4. Csánki, *op. cité*, V, 77.

tum possessionis nostrae Erdőd vocatae per ipsum Ladislaum populis decorandum... »¹ etc., etc. Rien que pour le comitat de Bereg et environs, on rencontre 50 lettres de *kenéziat* et qui sont toutes éditées². Et combien n'en trouve-t-on pas dans le recueil de CsÁNKI ! Et quant à la *sculletia*, elle ressemblait tellement au *kenéziat* que dans la partie Nord-Est de la Hongrie où les Roumains voisinaient avec les Slaves, on ne faisait même pas de distinction entre les deux institutions. En 1611, nous avons connaissance d'une donation qualifiée de *sculletiam seu keneziatum*. Il en est de même dans une charte de 1641³.

Ainsi M. Iorga peut constater que chez nous, en Hongrie, on est assez bien renseigné sur le *kenéziat* et peut-être même mieux qu'au delà des Karpathes. Nous avons utilisé l'étude de KEMÉNY, car nous croyons que cet ouvrage est encore aujourd'hui, malgré son ancienneté, le meilleur qui ait paru sur la situation juridique des Roumains en Hongrie ; M. Georg MÜLLER (*op. cit.*, p. 5) est, d'ailleurs, du même avis et. — chose étrange —, M. Iorga renvoie lui-même au livre de Kemény en exposant l'organisation médiévale des Roumains de Hongrie⁴. En principe je ne crois pas devoir rejeter un ouvrage parce qu'il est ancien. La seule question qui entre en ligne de compte est de savoir si cet ouvrage a été composé avec la connaissance précise des sources ; or, à cet égard, l'étude de Kemény est sûre et digne de confiance. L'exemple de M. Iorga montre à quel point les historiens roumains ignorent les sources de leur histoire, et ainsi il ne nous est guère possible de nous en rapporter à eux quand il s'agit de l'histoire de Transylvanie.

A mon affirmation d'après laquelle, pendant la période de 1210-1230, on ne voit figurer aucun Roumain parmi les 389 cas du *Registrum Varadiense*, liste des ordalies exécutées en présence du chapitre de Várad, M. Iorga répond en disant qu'il était impossible d'appliquer ces mesures aux Roumains, du moment qu'il s'agissait d'« une pratique absolument étrangère à leurs coutumes ». Tout à l'heure, M. Iorga considérait les Roumains comme un peuple totalement opprimé et rabaissé au-dessous des Tziganes par les Hongrois ; maintenant il attribue aux Hongrois tant de libéralisme politique qu'il va jusqu'à supposer qu'ils établissaient une distinction, en matière de procédure d'enquête, entre les Roumains et les Hongrois. A en croire M. Iorga, le juge hongrois

1. *Tört. Tár*, 1890, p. 478 et Kadlec, *op. cit.*, p. 488.

2. Lehoczky, *Tört. Tár*, 1890 et 1904.

3. *Tört. Tár*, 1894, pp. 61 et 69. Kadlec, *op. cit.*, pp. 492-493.

4. *Op. cit.*, I, 132.

indulgent n'a pas fait toucher au Roumain accusé le fer incandescent comme il le faisait quand l'accusé était de nationalité hongroise. A ce propos, je demande la permission à M. Iorga de considérer les seigneurs féodaux hongrois comme plus intolérants qu'il ne l'imagine et de supposer que ceux-ci ne s'informaient guère de la nationalité et de la religion de l'accusé. Cependant, pour M. Iorga, le gouvernement hongrois est tantôt tyrannique, tantôt tendre, selon que l'une ou l'autre de ces tendances s'accorde avec ses objections, à propos desquelles il évite soigneusement et méthodiquement de citer ses sources. Certes, dans le comitat de Bihar, on ne rencontre pas de Roumains avant 1283, quoique les chartes se rapportant à ce comitat soient assez nombreuses. En vérité, c'est l'évêque de Várad qui les y a établis. Leur situation juridique correspond aux conditions d'une colonie. Leurs hameaux dispersés dans les montagnes ne s'étaient encore transformés en villages qu'après plusieurs siècles. Jusqu'en 1526 nous connaissons à peine le nom de 8 à 10 villages roumains¹.

M. Iorga prétend que *ohaba* signifie *alleu* (allodium). Cependant, nous savons que, même parmi les historiens roumains, les opinions sont divisées quant à l'interprétation de ce mot. Selon Bogdan, qu'il cite un peu plus loin, *ohaba* : *exemptio, immunitas*². Je me permets sur ce point de me ranger à l'avis du distingué slavisant hongrois M. János Melich, qui a élucidé entièrement cette question³. Comme preuve nouvelle de mon assertion je ne cite que le cas d'un *Ohaba* en Hunyad au xv^e siècle, dont le nom hongrois était *Szabadfalu*⁴ : village libre.

M. Iorga me demande où j'ai trouvé des données « sur l'établissement des Roumains au xvi^e siècle par les autorités saxonnes ». Or, le livre de M. Georg Müller traite avant tout cette question⁵. Il démontre, village par village, pour chaque arrondissement saxon comment les Saxons ont favorisé l'établissement des Roumains du xiv^e au xviii^e siècle. On peut lire dans cet ouvrage, qui s'appuie sur une masse de preuves abondante, que les Roumains venaient suppléer en maints endroits la population saxonne exterminée par les Turcs, qu'ils ne pouvaient s'établir qu'avec la permission des Saxons et que s'il leur arrivait de s'installer quelque part sans cette autorisation, ils étaient chassés par les autorités

1. Györffy, *Délbihar népesedési és nemzetiségi viszonyai*. Földr. Közl., 1915, p. 258.

2. Cf. Fotino, *op. cit.*, p. 105.

3. *Századok*, 1907, p. 325.

4. Csánki, *op. cit.*, V, 118.

5. Cf. surtout pp. 80, 146, 171, etc.

saxonnes¹. Ainsi les Saxons les admettaient sur leur territoire quand et où il leur plaisait.

J'ai cité quelques-uns des noms de famille de *kenéz* roumain — j'aurais pu allonger cette liste en citant les familles de Hunyad et de Szörény —, afin de montrer que la situation privilégiée des Roumains n'avait cessé que du fait que les *kenéz* roumains s'étaient élevés dans la classe des nobles hongrois et que leurs propres colons étaient devenus leurs serfs.

Les vaillants guerriers roumains se battaient avec courage contre les Turcs et leur bravoure est attestée par maintes lettres de donation de rois hongrois. Néanmoins les princes roumains pratiquaient une politique équivoque vis-à-vis de l'Empire Ottoman et, poussés par un sentiment de rivalité insensé, ils passaient souvent du côté turc en trahissant ainsi la cause de la chrétienté. M. Iorga ignore-t-il le cas du voïvode valaque VLAD DRACUL ? Nous le cherchons en vain dans son *Geschichte des rumänischen Volkes*. Or, le roi Sigismond ayant donné la Valachie en fief à ce prince, au Reichstag de Nuremberg de 1431, celui-ci conclut une alliance avec le sultan MOURAD en juin 1432 et conduisit en personne les Turcs sous les murs du château de Szörény, où ils participèrent au massacre des chevaliers teutons après la prise de la ville. Cette trahison valut surtout aux Saxons de Transylvanie les grands massacres de 1432, au cours desquels la population saxonne fut décimée. M. Iorga n'a-t-il pas entendu parler de la trahison roumaine lors de la bataille de Kossovopolié (1448), dont CHALKOPYLES nous informe abondamment ? Dans le livre de M. Iorga, nous lisons seulement que Jean de HUNYAD, rentré de la bataille, dépouilla le voïvode de Valachie de ses propriétés de Transylvanie². Cependant on voit que cet acte politique ne fut pas sans motif.

D'après M. Iorga, il ne s'est point établi de Roumains en Transylvanie pendant les guerres turques. Où donc les Saxons ont-ils pris les serfs roumains qui sont venus occuper leurs terres au cours des xvi^e et xvii^e siècles ? La géographie historique de la Hongrie du xv^e siècle est fort bien établie dans le grand ouvrage de CSÁNKI. Jusqu'à cette époque on ne trouve nulle part de population roumaine sur la bordure orientale de l'*Alföld*.

Dans les régions, pour lesquelles l'histoire de l'établissement des Roumains a déjà été écrite sur la base sûre des documents historiques, comme par exemple dans le sud du Bihar, on peut assis-

1. G. Müller, *op. cité*, p. 73.

2. *Op. cité*, I, 322.

ter, année après année, au cours du XVIII^e siècle, à l'afflux continu des Roumains dans les villages dont la population avait péri pendant l'occupation turque¹. Sur les décombres de l'ancienne civilisation hongroise, dont les vestiges imposants surprennent et plongent le spectateur dans une sombre mélancolie, s'est établie à cette époque la civilisation orthodoxe orientale triomphante. A la place des magnifiques églises romanes et gothiques s'élevèrent alors les petites églises roumaines et serbes². Les Hongrois avaient péri dans les batailles, en captivité et en exil, et à leur place s'établirent les Roumains et les Serbes qui avaient moins souffert de l'occupation turque.

D'autre part, je suis enchanté de voir que j'ai convaincu M. Iorga au point qu'il reconnaît lui-même « que dans beaucoup de régions de l'Europe la situation du paysan était pire qu'en Transylvanie » (p. 384). Voilà précisément la conclusion de mon étude.

Cependant M. Iorga me reproche d'avoir dénigré violemment, en cédant à une passion nationale haineuse, la mémoire du voïvode MICHEL LE BRAVE, car j'ai dit qu'il devait ses succès à l'appui des Székely hongrois et au fait qu'il représentait l'Empereur Rodolphe (p. 384). Il m'en veut aussi parce que j'ai qualifié les troupes de Michel de « pillardes ». Or je ne me serais pas occupé de ce personnage de l'histoire roumaine si le récit, aux dimensions excessives, de M. Constantinesco ne m'y avait forcé : en effet, ce chapitre démesurément étendu de son livre soi-disant d'histoire économique ne fait que refléter la conception générale de l'historiographie roumaine. Il est certain que Michel le Brave était un excellent capitaine, et que, par ses premières victoires contre les Turcs il avait bien mérité de la chrétienté, mais son rôle est loin d'être aussi considérable que les historiens roumains veulent bien nous le faire croire, en reportant dans le passé leurs rêves politiques récents et en considérant ce héros comme un précurseur historique des succès inopinés de leur nation depuis la réalisation de ces rêves. Mes affirmations, qui d'ailleurs ne sont pas nouvelles, n'ôtent rien à la « grandeur » du prince, car je n'ai voulu que mettre à nu les ressorts qui expliquent ses succès éphémères. Il est navrant de le dire, mais je suis obligé de le répéter, Michel le Brave n'avait jamais songé à la *Dacoromanie*. Ses conquêtes n'avaient point de but national : il aspirait seulement à accroître son pouvoir le plus possible ; il prétendait menacer même les

1. Cf. Györffy, *op. cit.*

2. Koloman Juhász, *Die Stifte der Tschanader Diozöse im Mittelalter*, Münster, 1927, pp. 87 et 203.

murs de Constantinople, rêvait du trône de Pologne, et, de plus, enivré par ses succès transylvains, il parlait d'occuper *Vienne et Prague*. Les documents historiques certifient qu'il était à la solde de Rodolphe, quand il pénétra en Transylvanie et qu'il avait été poussé par l'Empereur à entreprendre cette aventure¹. Aussi bien le voïvode Michel lui-même écrivait-il au nonce apostolique, quand celui-ci essayait de lui faire abandonner la campagne contre le prince-cardinal Endre BÁTHORY, qu'il avait attaqué le prince non pas de son propre gré, mais en vertu d'une mission impériale².

Ce qui est étonnant, c'est que M. Iorga a déjà une fois reconnu ces faits dans son *Geschichte des Rumänischen Volkes* (II, 104) : « ... er wollte gern dem Kaiser Treueid leisten und das Land, das bereits vorher diesen römischen Kaiser als Herrn anerkant hatte, im Namen des Kaisers regieren. Er war bereit, sich immer als des Kaisers Stellvertreter zu betrachten... Alles wollte er zugestehen, nur wollte er für sich und seinen Sohn die Gewissheit haben, dass sie in Siebenbürgen bleiben dürfen ». En effet le règne de Michel ne dura que tant que duraient la grâce de l'empereur et l'appui des Székely hongrois. Ses capitaines les plus habiles étaient pour la plupart des Hongrois : KIRÁLY Albert, SZÉKELY István, MAKÓ György etc., tels étaient leurs noms. La bataille de Szeben, qui lui valut la possession de la Transylvanie, fut gagnée par les Hongrois, et le Hongrois TAMÁSFALVI Tamás, en particulier, y acquit de grands mérites³. Je pourrais d'ailleurs, à ce propos, citer M. Iorga lui-même, car il y a 23 ans, il ne croyait pas faire œuvre de dénigrement en constatant que le voïvode n'avait obtenu ses succès que grâce à l'aide hongroise. Lui-même nous dit que les Székely haïssaient la famille princière des Báthory, car elle avait aboli leurs privilèges « und waren auch schon daran gewöhnt den Triumphzug walachischer Vaiden zu eröffnen » (II, 100). Il nous raconte que des Hongrois figuraient aussi dans le Conseil du prince et, à cette date encore, le sens de l'objectivité historique le dominant, il ne peut s'empêcher d'écrire, tout en faisant montre d'une certaine prudence dans l'expression : « Unter seinen Truppen waren die Ungarn sehr stark vertreten ». Il nous dit aussi combien le voïvode fut déchu de sa puissance lorsque l'armée hongroise-transylvaine se fut détournée de lui, et qu'il ne commanda plus que ses

1. Cf. les documents du Staatsarchiv de Vienne cités par Lajos Szádeczky, *Mihály vajda Erdélyben* (Le voïvode Michel en Trans.). Budapest, 1882, p. 39 ss.

2. *Mon. Comit. Transs.*, IV, 333.

3. Szádeczky, *op. cité*, pp. 21, 61, etc.

troupes roumaines : dans son impuissance, il s'adressa à l'Empereur et demanda d'urgence l'appui des commissaires impériaux et du général impérial BASTA (II, 106). Quant aux dévastations et aux cruautés monstrueuses du voïvode et de ses troupes, je reconnais que les paysans Székely y avaient pris leur part, mais, sans vouloir entrer ici dans le détail des preuves, je renvoie le lecteur à l'excellent historien des Saxons de Transylvanie, selon lequel la situation de la Transylvanie, après la conquête du voïvode, était tellement misérable que les Ordres transylvains instituèrent comme jour de fête le jour de la bataille de Miriszló, qui avait mis fin au règne terrible du voïvode : « Gott das arme Siebenbürgen von des unmenschlichen Tyrannen Wüthen gnädigst errettet »¹. Ainsi, nous voyons que M. Iorga jugeait jadis le héros national roumain avec moins de sentimentalisme que maintenant. Cette figure paraît avoir grandi à ses yeux en proportion de l'agrandissement du territoire roumain lui-même.

En ce qui concerne la situation des paysans dans les principautés, je préfère m'en rapporter à l'extraordinaire érudition de l'historien allemand M. K. GRÜNBERG, maître éminent en histoire économique. Quant à l'immigration au XVIII^e siècle, il nous suffit de rappeler la présence, à la fin du XVIII^e siècle, d'une population qui n'était pas là auparavant. M. Iorga objecte que les princes roumains n'auraient point permis l'émigration des paysans en Hongrie. Comme si le paysan, dépouillé de tous ses biens, traînant sa misère sur tous les chemins, avait eu besoin de demander la permission de s'enfuir ! Du reste M. Friedrich MÜLLER, ayant étudié les données statistiques des récentes publications roumaines, a tiré de l'augmentation extraordinaire de la population roumaine la même conclusion que moi : cette augmentation ne saurait s'expliquer que par l'immigration². A ce propos, il est intéressant de noter, pour caractériser la méthode de discussion de M. Iorga, qu'il prétend que je vais « jusqu'à interdire aux Roumains d'avoir plus d'enfants que les autres. » Je n'ai jamais rien dit de pareil.

Enfin, le problème de la *silva Blacorum et Bissenorum* a déjà été suffisamment et péremptoirement élucidé par M. Georg MÜLLER³.

Arrivé au terme de son *analyse* grincheuse, M. Iorga me demande pourquoi nous, Hongrois, nous continuons toujours à em-

1. Friedrich Teutsch, *Geschichte der siebenb. Sachsen*. 3. Aufl. I. B. p. 306. Sur les dévastations des Roumains voir : Szádeczky, *op. cit.*, pp. 53, 71, 190, etc.

2. *Korrespondenzblatt des Vereins für siebenb. Landeskunde*, 1928, p. 25.

3. *Op. cit.*

ployer les méthodes qui ont tant nui à la Hongrie dans le passé ? A notre tour nous demandons pourquoi les Roumains continuent-ils à utiliser leurs vieilles méthodes de propagande tendancieuses, qui, ayant induit en erreur le monde pendant quelque temps, leur ont, il est vrai, tant profité au grand tournant imprévu de l'histoire mondiale, mais, toutefois, l'avenir ne semble pas leur promettre de nouveaux profits, du moment qu'on commence à y voir plus clair.

L'historiographie hongroise croit chercher, aujourd'hui comme par le passé, la vérité, et rien que la vérité, sans considération de programmes politiques.

(Budapest).

JÁNOS SZÉKELY.

Georges FOTINO. **Contribution à l'étude des origines de l'ancien droit coutumier romain.** Un chapitre de l'histoire de la propriété au moyen-âge. Paris, Duchemin, 1925, in-8°, V, 460 p.

Si l'on en croit l'auteur de cet ouvrage, le problème de l'ancien droit coutumier roumain n'a pu être résolu jusqu'à présent parce que les recherches se sont orientées uniquement du côté du droit slave et romain « sans tenir compte de l'élément thrace si tenace et vigoureux ». M. FOTINO s'engage donc dans une voie nouvelle « bien que l'absence de sources relatives à ces antiquités soit presque totale » (p. 12.) Cependant le manque de monuments écrits ne permet pas, à son avis, de conclure que les Thraces n'ont pas transmis aux Roumains « la vie elle-même ». Dès lors il se fait fort de prouver que le droit coutumier d'un peuple, que nous ignorons totalement et absolument, a influé sur l'ancien droit coutumier d'un autre peuple, qu'on ne peut étudier que dans une très faible mesure, ainsi que je vais le montrer.

A quelle méthode notre auteur aura-t-il recours dans cette entreprise fantaisiste ? Il nous l'indique lui-même et rien ne caractérise mieux son ouvrage que cet aveu sincère. Il va sans dire que pour lui les Roumains sont les descendants des Daces (= Thraces), tandis que les Albanais sont les descendants des Illyriens (= Thraces). Dès lors les coutumes albanaises nous renseignent sur les coutumes thraces. Ainsi tout ce qui est identique dans le droit coutumier albanais et roumain, est d'origine thracodace (p. 40). A vrai dire, c'est aller un peu trop loin dans le dédale

des hypothèses. L'hypothèse fondamentale que les Roumains seraient les descendants des Daces n'est un dogme intangible qu'en Roumanie. Si nous supposons, sans l'admettre pourtant, que les Roumains sont les descendants directs des Daces, comment prouver l'identité daco-thraco-illyrienne ? Ne devrait-on pas plutôt penser que le faible parallélisme, que M. Fotino parvient à démontrer dans ce droit coutumier des deux peuples, date de l'époque où les Roumains vivaient en communauté avec les Albains, fait historique prouvé par le vocabulaire de la langue roumaine et étudié dans le détail par les linguistes ?

M. Fotino prétend faire de l'histoire du droit, mais fort bizarrement, il commence par une déclaration d'ordre politique, selon laquelle les Roumains ont droit à la terre qu'ils habitent et qui jusqu'à ces derniers temps a été placée sous la domination des Habsbourgs et de l'Empereur de Russie (p. 37). Je n'insiste pas trop longuement sur le fait que M. Fotino a tracé à son peuple des frontières ethniques un peu trop débordantes, néanmoins je ne peux m'empêcher de croire que le but principal de l'ouvrage a été de démontrer que ce grand territoire formait une unité roumaine, même au point de vue du droit coutumier. M. Fotino essaie de retrouver le lien qui relierait ces régions diverses, mais nous ne pouvons dire que sa tentative ait réussi.

L'auteur veut rendre plausible l'hypothèse de l'origine thracodace du droit roumain en émettant cette autre hypothèse que les Daces villageois ayant emprunté la langue des conquérants romains continuèrent à vivre selon leur propre droit coutumier. Ni le commencement ni la fin de la conquête ne les troublaient — ainsi qu'il l'a appris de ses maîtres, — dans leur retraite idyllique (p. 50). La continuité ethnique ininterrompue en Transylvanie, jusqu'aux Daces, pour qui l'époque romaine n'est qu'un épisode insignifiant de leur histoire, voilà le point de départ de sa théorie. L'avis contraire, selon lui, « est aujourd'hui généralement repoussé » et il en donne pour preuve la littérature historique des années 1880-1890 et la production roumaine de notre temps. Or sans vouloir trop insister sur l'existence d'une bibliographie au moins tout aussi considérable, sinon plus, en ce qui concerne les ouvrages qui soutiennent la thèse opposée, je rappelle seulement que M. Fotino garde un silence absolu sur un livre, dont l'auteur a étudié le droit roumain d'une façon très détaillée, en tenant compte de la littérature roumaine, hongroise et autre, et en est venu à la conclusion que l'idée de continuité est insoutenable. Cet ouvrage est l'excellente étude de M. Karel KADLEC, le distingué historien tchèque : *Vataši a Vallašske právo* (Prague, 1916, 330 p.).

On serait tenté de croire que c'est à cause de cette hétérodoxie que M. Fotino n'a pas fait mention de cet ouvrage, le seul qui traite de son sujet selon la vraie méthode historique. Et cette omission est d'autant plus surprenante que dans sa bibliographie il cite à peu près tous les travaux de moindre étendue de M. Kadlec. Pourtant le livre de M. Kadlec lui aurait fourni plus de renseignements sur le droit roumain que tous les ouvrages de M. Iorga qu'il énumère dans plus de deux pages de la liste des ouvrages consultés¹.

Tout comme le droit romain, la conquête hongroise n'aurait troublé en rien la retraite silencieuse des Daces parlant dès lors la langue des Romains. Ils continuèrent de vivre dans leurs villages sans se soucier de ces métamorphoses et gardèrent pieusement le droit dace ancestral : les Hongrois ne les en empêchèrent nullement (p. 65). Les rois conquérants de Hongrie respectèrent en Transylvanie la vie nationale roumaine, affirme M. Fotino avec une naïveté touchante, car s'ils y avaient touché, les Roumains se seraient révoltés « le paysan roumain étant, quoi qu'on dise et qu'on fasse, invinciblement attaché à tout ce qui vient des ancêtres » (p. 71). Ainsi les conquérants, les Hongrois qui dominèrent le pays auraient vécu dans une continuelle frayeur vis-à-vis des Roumains représentant la civilisation ancestrale.

L'auteur établit d'abord lui-même que les traditions juridiques populaires dont il va s'occuper se rapportent à la propriété foncière (p. 61) et que presque tous les procès portaient sur des questions de délimitation, mais il semble ignorer que le mot roumain désignant « frontière, limite » : *hotar* est lui-même d'origine hongroise et c'est là un fait qui aurait dû le faire réfléchir tout au moins.

Cette introduction un peu préhistorique, que nous ne reprochons pas trop à M. Fotino puisqu'il ne fait que chanter la vieille antienne de l'école historique roumaine, est suivie de l'analyse du « droit agraire immobilier roumain » du moyen-âge. En réalité, il est rare de trouver une étude médiévale qui se désintéresse des sources écrites comme l'auteur de ce gros volume. M. Fotino tire des conclusions importantes pour le droit médiéval en s'appuyant uniquement sur une ou deux données historiques et encore ces données ne remontent pas au-delà du xvi^e siècle ; mais le plus souvent l'auteur se réfère à des documents du xvii^e et même du

1. En dépit de cette abondance bibliographique, M. Iorga, qui a préfacé l'ouvrage de M. Fotino, a encore relevé avec beaucoup de soin deux de ses études que M. Fotino a oublié de citer ; cf. *Préface*, note 1.

xviii^e siècle. Les rares chartes médiévales qu'il cite, abstraction faite de quelques chartes de princes valaques ou moldaves, d'origine transylvaine, ou même plus généralement hongroise, sont attribuables à des auteurs hongrois. Et encore M. Fotino connaît-il insuffisamment ces matériaux, quoique l'étude de M. Kadlec eût pu lui servir, à cet égard aussi, d'excellent guide.

Or l'absence de documents écrits en cette matière s'explique assez facilement si l'on sait voir les choses sans parti pris. Tout peuple, — et naturellement aussi le peuple roumain composé de familles de bergers nomades que l'on rencontre au moyen-âge des Monts Balkans jusqu'en Moravie, — avait ses coutumes primitives, dont cependant il ne nous reste pas de sources écrites. Lorsque, par la suite, les Roumains s'établirent en Transylvanie dans un territoire dont l'organisation administrative était plus développée et où ils trouvèrent une justice fondée sur la preuve écrite, cet état de choses ne put manquer d'exercer une notable influence sur leur vie juridique. A la suite de leur établissement en Transylvanie au xiii^e siècle, mais surtout lors de leur immigration en masse au xiv^e siècle, les Roumains entrèrent en contact avec un système juridique fort avancé, qui laissa de nombreux souvenirs écrits, des chartes relatives à la procédure judiciaire et au droit privé. La richesse diplomatique médiévale du droit hongrois est, malgré l'immense dévastation du régime turc, étonnamment grande, même par comparaison avec les pays de l'Occident, et cela sans doute par suite de l'organisation hongroise des *loca credibilia*, sorte de notariat médiéval, institution unique dans toute l'Europe. D'autre part, dans les principautés danubiennes c'est d'abord en Moldavie que nous rencontrons des chartes, car ce pays fut colonisé par la Hongrie : or, ici, la vie juridique roumaine ne s'éleva point au moyen-âge jusqu'à ce niveau de régularité où la preuve écrite devient indispensable. De là vient que les matériaux documentaires médiévaux de l'auteur appartiennent en réalité au fonds hongrois, non seulement quant à l'origine, mais aussi quant à la teneur. En ce qui concerne le territoire situé au sud des Karpathes, M. Fotino doit se contenter de citer quelques rares chartes princières et cette pénurie de sources écrites oblige l'auteur à faire appel à des documents de date plus récente. Dans la plus grande publication diplomatique roumaine, HURMUZAKI a fait imprimer 1.663 chartes du moyen-âge (jusqu'en 1500), dont à peine une centaine émanent d'autorités roumaines, et même celles-ci sont, pour la plupart, des chartes princières contenant des traités politiques (c'est-à-dire le plus souvent des chartes où les princes prêtent serment de fidélité), et seulement, en un très petit nombre,

des actes de donation du xv^e siècle. Aucune charte roumaine, de nature privée ou judiciaire, ne figure dans la collection de Hurmuzaki. Enfin, parmi les chartes princières il n'y en a que quelques-unes qui ne peuvent être rangées dans les deux catégories susdites (Hurmuzaki, II, 1 n^{os} 660, 663, 686). Cette grande pénurie de documents écrits concernant la vie juridique roumaine n'est aucunement explicable par les catastrophes politiques qui auraient anéanti ces sources importantes de l'histoire roumaine, mais est due en grande partie au fait que la vie juridique roumaine médiévale n'avait pas encore besoin de preuves écrites. La vie juridique roumaine au-delà des Karpathes était encore *au XV^e siècle* dans la situation où se trouvait la vie juridique hongroise *au XII^e siècle*. Or, étant donné cette pauvreté de sources, il est manifeste qu'une reconstruction du droit privé roumain médiéval est d'ores et déjà condamnée à l'échec pour quiconque juge sainement les méthodes historiques. Comment l'auteur va-t-il donc résoudre ce problème insoluble ?

Tout d'abord il pose deux questions : 1^o Y a-t-il eu dans les pays roumains un droit coutumier concernant toutes les classes sociales ? 2^o Y a-t-il eu un même droit commun à tous les pays roumains ? — Existait-il, en un mot, un droit national roumain ? Faute de sources historiques, il est difficile de donner une réponse à la première question ; à la seconde l'auteur répond par l'affirmative étant donné les prémisses politiques. En effet, les Roumains établis en Transylvanie jouissaient du privilège d'une certaine juridiction inférieure, mais il est absurde d'y chercher un droit agraire roumain. Sous ce rapport, l'auteur ne parviendra jamais à découvrir le témoignage d'une seule charte parmi les chartes transylvaines du moyen-âge, dont le nombre atteint plusieurs milliers. D'autre part, il est certain que la juridiction pratiquée selon le privilège comportait certaines coutumes juridiques. Voilà tout ce qui se cache derrière la formule *ius valachicum*, *ius valachiae* mentionnée dans quelques chartes. Sur les six exemples cités par l'auteur (pp. 71-72), cinq se rapportent explicitement à cette juridiction privilégiée, le sixième, — charte de l'année 1427, — concerne des corvées de la population roumaine d'une région, obligatoires selon l'ancienne coutume, pour le service d'un château royal. Mais il y a mieux : les cas de juridiction privilégiée s'accordent eux aussi, avec le droit coutumier hongrois, analogie relevée déjà par Frigyes Pesty¹. Faire de ce *ius valachicum* un

1. Pesty Fr., *A szörényvármegyei hajdani oláh kerületek* (Les anciens districts roumains de Szörény), Budapest 1876. Sur le *ius valachicum* cf. Kadlec, *op. cit.* p. 223.

droit agraire roumain, c'est sans doute laisser libre carrière à la fantaisie.

Quel était donc le droit agraire des Roumains en Transylvanie ? L'organisation *kenéziale* était, paraît-il, générale chez les Roumains établis en Hongrie (y compris la Transylvanie, qui au moyen-âge ne faisait qu'un avec le reste du pays). Les *kenéz*, dont la charge était héréditaire, jouissaient d'abord d'une situation privilégiée, et il en résulta que là où ils avaient acquis même le droit de propriété, cas fréquent au xv^e siècle, ils se fondirent lentement dans la noblesse hongroise. Or ces familles roumaines — et c'étaient là les seules familles seigneuriales roumaines — vivaient *entièrement* selon les normes du droit hongrois et l'on pourrait citer par centaines les documents attestant ce fait, d'ailleurs naturel. Là, où la propriété *kenéziale* était passée de la propriété royale non pas entre les mains des *kenéz* mais entre les mains de tiers, les familles *kenézielles* étaient retombées dans la classe des serfs, qui, après la perte de leurs privilèges coloniaux, se trouvaient, par rapport au seigneur ou au *kenéz* ennobli, dans la situation des autres serfs. Le *ius valachicum*, comme partout en Hongrie, est le droit des *colons*, un droit fondé sur les privilèges de petits territoires, dont on ne saurait sérieusement tirer un système juridique d'une valeur générale¹. Dès lors, il n'a absolument rien à voir avec la situation juridique du territoire roumain proprement dit.

Après une affirmation vague et générale — les Roumains préfèrent l'accord à l'amiable à l'action judiciaire (p. 79), — M. Fotino établit, en se référant à des chartes du xviii^e siècle (p. 89), que chez les Roumains une forme de la propriété privée était née du défrichement du sol inculte et que la colonisation créa ainsi « un droit de propriété avant l'organisation d'Etat. » Nous avons vainement cherché la justification de cette hypothèse : toutelois nous en croyons volontiers notre auteur, mais seulement en ce qui concerne les principautés roumaines... Dans la Transylvanie, dont nous connaissons fort bien l'organisation économique et juridique médiévale, l'état de choses est fort différent. Là on trouve en vigueur le principe général du moyen-âge : « Nulle terre sans seigneur », et la terre, même après le défrichement, n'a pu se transmettre aux colons, ou aux *kenéz* qu'en vertu d'une donation royale. La seule charte transylvaine, en date de 1231 que M. Fotino puisse citer à l'appui de son hypothèse est un faux fabriqué au xix^e siècle, dont l'auteur même a pu être identifié

1. Cf. Kadlec, *op. cit.*, pp. 437 ss.

par les historiens hongrois ¹. Or si M. Fotino a établi pour ce qui est du territoire des principautés roumaines tout ce qui précède, il n'a fait que constater encore sur ce point une grande divergence entre les pays séparés par la ligne des Karpathes.

D'autre part, M. Fotino rappelle qu'en Moldavie surtout, en raison de l'influence hongroise, on rencontre le régime de la propriété provenant de donation (p. 109) : il mentionne à ce propos aussi la région de Fogaras (Hongrie transylvaine) où le voïvode de Valachie faisait des donations, durant une période assez courte, il est vrai. Par contre M. Fotino oublie de dire, en parlant de la charte de 1372, que le voïvode ne pouvait agir ainsi que parce qu'il avait reçu cette terre en fief du roi de Hongrie ; en effet, le voïvode VLAD lui-même ne considérait point cette terre comme sienne puisqu'il déclare dans sa charte que la donation ne sera valable qu'après approbation du roi de Hongrie ². Ainsi, même selon M. Fotino, l'influence du droit hongrois sur le droit roumain était si forte (p. 111) qu'elle franchit même la ligne des Karpathes.

Mais, dans ce cas, il serait désirable que l'auteur connût mieux l'histoire du droit hongrois. Alors peut-être ne risquerait-il pas cette affirmation que la couronne hongroise est « d'essence romano-byzantine » (p. 111) : d'ailleurs en quoi tout cela peut-il bien toucher le système de donation hongrois ?

M. Fotino traite, dans un chapitre, de la transmission de la propriété entre vifs. Pour ce qui est du droit de préemption dans les ventes, M. Fotino ne peut invoquer qu'une seule charte médiévale, celle de 1268, datée de Rodna (p. 122). Le malheur c'est qu'au moyen âge Rodna, cette ville minière saxonne n'a rien à voir avec les Roumains et d'ailleurs les personnes mentionnées dans la charte, sont des Allemands.

Notre auteur croit en général qu'il peut utiliser sans scrupule pour l'étude du droit roumain ce qu'il trouve dans la collection de HURMUZAKI. En réalité cette collection contient de nombreuses chartes qui n'ont aucun rapport avec l'histoire des Roumains. Ainsi Hurmuzaki a inséré également dans sa collection les chartes relatives aux colonies vallounes (*Lalini*). D'ailleurs, son argumentation, qui tend à prouver que le droit de préemption n'est pas d'origine slave, est d'une faiblesse remarquable. Il n'a en tout et pour tout qu'une donnée de 1686 ! Afin d'écarter l'influence slave, il prétend que le bien acquis entre vifs ne pouvait être vendu

1. Cf. le travail de Károly Tagányi dans *Századok*, 1893, p. 56.

2. Hurmuzaki, II, 1, p. 199.

librement, et à ce propos il cite une charte de 1654 et une autre de 1758. Il ne réussit pas non plus à persuader au lecteur que les Roumains n'ont pas fait de distinction entre *bona avilica* et *bona acquisita*. En Hongrie, cette distinction était généralement en usage. Quant au droit de préemption des voisins, l'auteur ignore la meilleure monographie due à la plume d'un savant roumain¹, qui a approfondi cette question et rendu superflues les considérations de M. Fotino.

La conclusion de l'auteur (p. 162) que chez les Roumains on pouvait revenir sur la chose jugée, atteste, en effet, un régime juridique bien rudimentaire. Réellement, ceci ne pouvait remonter au droit romain ; cependant, les exemples de l'auteur ne sont pas assez probants pour que l'on puisse accepter une thèse aussi importante et surtout ils sont trop récents. Il parle de l'« áldomás », et, à ce propos, il admet que le mot est d'origine hongroise, mais il s'abstient de dire que cet usage se retrouve encore aujourd'hui chez les Hongrois.

D'ailleurs, dans tout ce chapitre, les chartes de M. Fotino sont d'origine transcarpathienne. Lorsqu'il cite des exemples de Transylvanie, il commet autant d'erreurs qu'il donne de citations, car il ne reconnaît pas la nature des chartes. Ainsi, pour la fraternité adoptive, il allègue deux cas médiévaux (p. 177). Or les deux cas concernent la Hongrie et les chartes parlent toutes deux de nobles hongrois, bien que les familles nommées dans la première soient d'origine roumaine. Tous ces nobles concluent un traité très usuel dans le droit hongrois. L'auteur aurait pu s'en convaincre, d'ailleurs, s'il avait bien étudié le livre de SZEGEDY, qu'il cite lui-même dans sa bibliographie². Son manque d'information va jusqu'à faire du palatin hongrois István BÁTHORY, le premier dignitaire hongrois, et de son frère adoptif István ROZCONYI, des Roumains vivant selon le droit roumain. Et pourtant ces personnages ne figurent dans la collection de Hurmuzaki que parce que, dans les chartes en question, il s'agit aussi de propriétés du comitat de Zaránd, habitées en partie par des Roumains.

Jusqu'à l'époque actuelle, les historiens du droit roumain ont soutenu la thèse que, comme chez les Slaves, les filles étaient exclues de l'héritage. M. Fotino démontre, en s'appuyant sur des chartes du xv^e siècle, qu'en Moldavie les filles avaient autant de droits à la succession que les descendants mâles (p. 205 ss). Il doit

1. Drăganescu, *Das rumänische Netherrecht*, Zeitschr. f. vergl. Rechtswissensch., t. 32, p. 194 ss.

2. Szegedy, *Tripartitum iuris Hungar. tyrocinium*. Tyrnaviae, 1767.

concéder, cependant, que dans le Fogaras (Transylvanie) il fallait procéder conformément au droit hongrois : les filles devaient être « préféciées », c'est-à-dire installées dans l'héritage par devant la loi en guise d'héritier mâle, afin de pouvoir recueillir l'héritage familial (p. 238). Mais que devient alors le *droit national* unifié ? Et néanmoins l'auteur consacre tout un chapitre à la question de la succession, essayant de démontrer que chez les Roumains les descendants des deux sexes avaient des droits égaux à la succession. D'abord, il cite de nouveau la charte de 1372, dont il a déjà été question, et selon laquelle VLAD, voïvode de Valachie, fait à l'un des siens une donation, dont la fille de celui-ci pourra hériter, à condition pourtant que le roi de Hongrie consente à cette donation. Ce cas unique ne saurait justifier l'hypothèse d'une coutume générale des Roumains. et, d'ailleurs, les rois de Hongrie faisaient souvent des donations avec cette clause : « hereditibus et posteritibus utriusque sexus », ainsi que l'auteur le sait fort bien lui-même (p. 263). Dans le cas de cette donation, il n'y a donc rien qui permette de conclure à une influence du droit roumain. La deuxième charte, citée par M. Fotino, a été délivrée, par le capitaine de Fogaras, donc par une autorité hongroise, et dans le cas de celle-ci des nobles d'origine roumaine accomplissent un acte juridique strictement conforme au droit hongrois. Il est absurde de parler de *Roumains nobles* au moyen-âge, car la société médiévale établie selon le système des castes ignorait les distinctions nationales. D'autre part, l'auteur ne sait pas que, d'après le droit hongrois, les biens acquis (*bona acquisita sive empticia*) se transmettaient aux héritiers des deux sexes¹. Or, dans la charte, il s'agit de l'héritage d'un bien cédé à des créanciers, en échange d'une somme empruntée. La charte de 1570 ne prouve rien non plus, car l'on ne peut absolument pas établir s'il s'agit d'un bien acquis ou d'un bien dont on ait hérité. Celle de 1652 n'est qu'une donation nobiliaire (p. 265). Celle-ci n'a rien à voir avec la succession des filles. Le cas cité, touchant Szelistye (région de Szeben) (p. 266), dans lequel il s'agit indubitablement de *serfs* habitant sur le territoire des Saxons se trouve démenti par un autre exemple, également cité et concernant la même région [Szakadát], qui atteste que les paysans roumains déclarent par devant les tribunaux que chez eux, *l'usage est que ce sont les descendants mâles qui héritent des immeubles* (p. 271, n. 18). Dans les chartes de 1615 et de 1411, il s'agit probablement de biens acquis. Les Roumains établis en Croatie dans la région de la Drave et de la Save avaient bien

1. Werbőczy, *Tripartitum*, P. I. Tit. 17.

importé dans leur nouveau pays le droit de leurs frères balkaniques. Par une singulière méprise l'auteur transfère ces Roumains en *Moravie*. D'ailleurs M. Fotino se sent un peu gêné à ce propos et se voit obligé de reconnaître l'influence du droit hongrois sur les Roumains (p. 260). Ailleurs, il écrit : « Evidemment, dans certaines régions soumises à la domination politique des rois hongrois, le droit coutumier roumain, qui consacra l'égalité des droits des deux sexes à la succession *ab intestat*, a pu, dans une certaine mesure être influencé par le droit hongrois et par les systèmes féodaux avec lesquels il était en contact ». Nous pouvons ajouter que les Roumains, pour ce qui est des nobles, usaient entièrement du droit hongrois. C'est ce qu'établissent d'ailleurs l'auteur lui-même grâce à ses exemples relatifs à la « quarta filialis » (p. 267), cette institution générale et fort connue du droit hongrois¹. Les propriétaires fonciers roumains étaient entièrement soumis au régime du droit familial hongrois : de nombreuses chartes en témoignent. Par contre, *un droit spécifiquement roumain de la possession n'a jamais existé en territoire hongrois*, la Transylvanie comprise. Quant à la succession, M. Fotino lui-même avoue ne pouvoir conclure à l'influence thrace que « sous une forme conjecturale ». Et quoique ce problème le fasse sortir de sa matière, il se plaît visiblement à traiter, à propos de cette prétendue influence thrace, de l'institution des *coniuratores* (p. 253), qui, selon lui, est une des manifestations des plus curieuses du droit roumain (p. 253). Il fait remarquer lui-même que cette institution existait aussi chez les Slaves et les Germains, et nous pouvons ajouter qu'elle était également en usage, dans une très forte mesure, chez les Hongrois². M. Fotino n'en soutient pas moins que cette institution est d'origine thrace, parce que M. Iorga l'affirme. La thèse se trouve démontrée de ce fait.

Tout ce que l'auteur dit de la *dot* en Transylvanie, est du domaine du droit hongrois. En effet, les exemples tirés des principautés sont peu probants et datent tous des *xvii^e* et *xviii^e* siècles. La charte de 1448 est une simple donation de parents (*munera nuptialia*), par laquelle ceux-ci entendent faciliter le mariage d'une dame borgne et laide (p. 298). Les deux autres chartes [de 1499 et de 1500] ne concernent que deux cas où il fallait satisfaire au droit de la fille, relatif à la propriété de famille, et en même temps ces cas contredisent tous deux d'une manière éclatante, l'hypothèse de M. Fotino, selon laquelle les filles et les garçons

1. Werbőczy, *Trip.* P. I. Tit. 88.

2. Cf. Hajaik, *A bírósági szervezet és perjog*. Budapest, 1899, p. 317 ss.

avaient également part à l'héritage chez les Roumains de Hongrie. Il est dit expressément, dans la charte de 1499, que, au détriment de la fille vivante, et, à défaut de descendant mâle « *propter defectum seminis masculini sexus* », les parents mâles collatéraux sont déclarés héritiers, conformément au droit hongrois. Il en est également aussi dans le cas de la charte de 1500. La coutume des districts valaques de Szörény (*ritus volachiae, ius volachiae*) qui d'ailleurs forment un territoire assez peu étendu, ne diffère de la coutume hongroise qu'en ce sens que les filles étaient acquittées en argent comptant, et non en propriété foncière, comme c'était le cas ailleurs. En territoire roumain les femmes étaient, paraît-il, exclues de la propriété foncière plus qu'ailleurs en Hongrie, ce qui est du reste assez naturel si on considère le service de défense à la frontière dont les Roumains étaient redevables. Quant au « serment prêté avec la terre du sillon » (p. 335 ss.), M. Fotino aurait sans doute évité de se perdre dans des considérations confuses et de risquer encore une fois l'hypothèse thrace, s'il avait connu l'ouvrage du savant historien tchèque J. KAPRAS¹. Ou bien faudrait-il admettre que les Tchèques, comme les Hongrois, aient emprunté cette coutume aux Thraces ? Or, chez les Hongrois, cet usage était tellement connu dès le XIII^e siècle qu'une formule spéciale a été créée dans l'usage diplomatique : « *discalciatis pedibus resolutis cingulis glebam terrae super caput levando prout moris est iurare super terram* »².

Comment donc supposer ici une influence daco-thrace ? Dans ses conclusions, l'auteur établit que le droit roumain n'a rien à voir avec le droit romain. Toute prétendue analogie est une « simple illusion » (p. 366). D'autre part, le droit roumain n'a rien de commun non plus avec le droit slave. Mais c'est déjà chose connue depuis les travaux de M. DRAGANESCU ; ce dernier, cependant, n'a point cherché une autre explication fantaisiste comme M. Fotino qui ne parvient pas à rendre vraisemblable l'hypothèse de l'influence thraco-dace sur le droit roumain. Il ne saurait y réussir, en effet, car il établit lui-même que « les sources relatives aux antiquités illyro-thraces sont excessivement fragmentaires et pauvres » (p. 402). Il est certain qu'au-delà des frontières de son pays la nouvelle théorie de M. Fotino ne fera pas beaucoup d'adeptes. Par contre, nous ne sommes pas étonnés de lire que M. IORGA, qui a préfacé le livre de M. Fotino, félicite chaleureu-

1. *Der altböhmische Grenzzeit im Grabe unter dem Rasen*. Zeitschr. f. vergl. Rechtswissensch., T. 34.

2. Cf. de nombreux témoignages chez HAJNIK (*op. cit.*, p. 316), que l'on pourrait multiplier encore.

sement l'auteur pour sa thèse et reconnaît encore à travers cet ouvrage « l'organisation populaire spontanément créatrice » [!] et l'origine du droit de 17 millions d'hommes (p. 1)³.

Il nous est agréable aussi de constater l'important résultat de ce travail : mais ce résultat est plutôt négatif. Après lecture de ce livre, nous voyons clairement que la vie juridique des Roumains présente des différences très notables en deçà et au-delà des Karpathes. L'auteur a fourni, malgré lui, des arguments fort éloquents et entièrement nouveaux contre la théorie de l'autochtonie roumaine en Transylvanie, théorie qui est pourtant son point de départ et son point d'arrivée. Si, en effet, la patrie des Roumains avait été la Transylvanie et si la migration avait eu lieu dans la direction du Nord au Sud, nous devrions trouver le même droit au-delà comme en deçà de l'ancienne frontière, et les Roumains de Transylvanie n'auraient point emprunté aux Hongrois le système juridique des Hongrois immigrés. Au contraire, leur régime juridique aurait dû exercer une influence sensible sur le droit hongrois. Cependant, comme les Roumains de Transylvanie vécurent sous le régime du droit hongrois, il s'ensuit qu'à leur établissement dans ce pays ils avaient trouvé le système juridique hongrois tout organisé et entièrement développé.

La tentative de l'auteur a donc abouti à un échec complet. Il ne sera jamais possible avec les méthodes qu'il emploie de créer un « droit roumain national ». Et notre étonnement, né de l'analyse de ses méthodes, grandit encore en voyant que ce livre, qui n'est qu'un tissu d'erreurs et d'hypothèses gratuites, figure parmi les thèses de la Faculté de droit de l'Université de Paris.

(Budapest).

JÁNOS SZÉKELY.

Charles SPINDLER. **L'Alsace pendant la guerre.** Strasbourg, librairie Treuttel et Würtz, 1925, gr. in-8°, xi-763 p.

Le livre de M. Ch. SPINDLER est un de ces nombreux ouvrages consacrés à un point particulier de l'histoire de la Grande guerre. Le sujet en étant restreint, l'expression des sentiments en est d'autant plus riche. Bien que rédigé sous forme de journal, ce livre ne saurait être considéré comme une œuvre conventionnelle, mais bien comme un véritable document sur la guerre.

M. Spindler fait part, d'une manière captivante, de chacune des

3. Notons que M. Fotino, un peu plus modeste, parle de 14 millions seulement (p. 38).

émotions du monde qui l'entoure, angoisses ou espérances, plaisirs ou tristesses. Son journal, expression fidèle de ses sentiments, ne pouvait être publié en temps de guerre, et n'était connu que de quelques intimes. Ceux-ci, après la paix, attirèrent sur le manuscrit l'attention de M. André HALLAYS, qui fit la préface du livre, et décida M. Spindler à publier son journal, lequel est, d'ailleurs, plus qu'un journal ; car le récit qu'il donne des événements va au fond des choses. Bien que restreint à des limites étroites, le sujet est traité avec tant de force dramatique qu'il retient l'esprit du lecteur. A quelque endroit qu'on ouvre le livre, on est saisi par sa vigueur d'expression, son ironie, sa pénétration.

Pendant la guerre, l'Alsace vit des troupes de provenance très diverse. M. Spindler parle, en particulier, des « honvéd » hongrois. En juillet 1918, une crise décisive se produisit sur le front occidental. L'intervention de l'armée américaine brisait l'opposition des Allemands ; le front était ébranlé et toutes les forces des puissances centrales qui n'étaient pas indispensables ailleurs étaient dirigées de tous les points de l'Europe vers la France. C'est ainsi que la 37^e division hongroise de *honvéd* se trouva en Alsace, point de concentration de cette division. Ces troupes y tinrent garnison, réparties dans plusieurs villages et bourgades. Au début, les Alsaciens ne virent pas d'un bon œil ces nouveau-venus qui accrurent la consommation des vivres, déjà fort restreints, et aggravèrent les difficultés de logement. Depuis quatre ans, les Alsaciens étaient las des divers maux de la guerre. Mais la conduite courtoise des soldats hongrois, leurs manières réservées, leur naturel paisible, discipliné et aimable conquièrent peu à peu les Alsaciens, et des relations presque cordiales s'établirent entre les « honvéd » hongrois et les habitants du pays qui voyaient en eux plutôt des amis. C'est une satisfaction pour des Hongrois que de lire ces notes où M. Spindler rend compte de la sympathie témoignée aux « honvéd ». Il prend plaisir à rappeler et à raconter en détail les agréables moments qu'il passa un jour dans la compagnie de Hongrois, avec la musique des tziganes. Nous ignorons quel était le plan des stratèges allemands, et quelle affectation ils réservaient à cette division hongroise, car les événements se précipitèrent à tel point que les troupes « honvéd » ne durent pas être employées en première ligne. Après un séjour de plusieurs semaines, sans la moindre difficulté avec les habitants, les « honvéd » également furent entraînés vers l'Est avec la débâcle allemande.

Nous indiquons ci-dessous les troupes qui faisaient partie de la 37^e division d'infanterie hongroise de *honvéd*, cantonnées en Alsace de la mi-septembre au début de novembre 1918 :

37^e division d'infanterie hongroise de *honvéd*
(avec les cadres d'état-major) :

73 ^e brigade d'infanterie de <i>honvéd</i>	{ 13 ^e régiment
	{ 18 ^e —
74 ^e — — —	{ 14 ^e —
	{ 15 ^e —
	{ 37 ^e régiment d'artillerie de campagne,
	{ 137 ^e régiment d'artillerie de campagne,
37 ^e brigade d'artillerie de <i>honvéd</i>	{ 37 ^e régiment d'artillerie lourde de campagne,
	{ 37 ^e groupe d'artillerie de montagne, la compagnie technique et l'échelon d'artillerie ;

et enfin les établissements et les formations auxiliaires de la division.

Les soldats hongrois qui paraissent dans le livre de M. Spindler étaient ceux du 13^e régiment d'infanterie de Pozsony (Presbourg). Ils avaient pour chef le colonel Manó KRUCHINA, dont parle souvent M. Spindler¹. Le colonel Kruchina est aujourd'hui général de division dans l'armée hongroise.

(Archives de l'Armée
hongroise à Budapest).

Colonel CYRILLE SABLJON.

Jean OBERUC. **Les persécutions des Luthériens en Slovaquie au XVII^e siècle.** Thèse présentée à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg et soutenue publiquement le 15 juillet 1927 pour obtenir le grade de licencié en théologie. Strasbourg, Imprimerie alsacienne, 1927, in-8°, xiv-173 p.

Les vicissitudes de l'histoire du protestantisme hongrois ne sont pas assez connues à l'étranger, et nous ne pouvons que réserver d'avance une chaude sympathie à tout travail qui cherche à mettre en lumière, dans une langue d'usage international, une époque ou l'autre de l'histoire des Églises protestantes en Hongrie. Aussi avons-nous accueilli avec plaisir la thèse soutenue par M. OBERUC

1. *L'Alsace française* (Strasbourg) a publié, dans son numéro du 24 décembre 1927, en supplément, deux planches hors texte reproduisant des études du grand artiste alsacien. L'une représente un Honvéd et une Alsacienne, l'autre le Colonel Kruchina de l'armée hongroise.

devant la Faculté de théologie protestante de Strasbourg. Mais notre plaisir ne fut pas sans mélange ; car, à côté d'aperçus judicieux, nous y avons trouvé des lacunes et des imperfections qui ont sensiblement diminué l'impression favorable que nous concevions de l'ouvrage.

Tout d'abord, M. Oberuc oublie de définir ce qu'il entend par la Slovaquie. Plusieurs expressions employées par lui donnent à croire qu'il désigne par ce terme la région nord-ouest de l'ancienne Hongrie, de population slovaque. Mais cette appellation crée une confusion parce qu'elle représente actuellement toute la partie orientale de la Tchéco-Slovaquie, détachée de la Hongrie, où les Slovaques ne constituent que 47 % de la population contre 53 % de non-slovaques (Hongrois : 1.084.000 ; Allemands : 266.000 ; Ruthènes : 436.000).

Une équivoque analogue résulte de ce que l'auteur n'a pas délimité le territoire de la Hongrie au ^{xvii}^e siècle. Celle-ci était alors divisée en 3 parties : la région méridionale occupée par les Turcs, la Transylvanie avec quelques comitats hongrois au nord et à l'ouest, enfin le royaume de Hongrie, placé sous la domination des Habsbourgs. Le lecteur hongrois le sait à peu près ; mais ce serait trop demander que de supposer ces connaissances chez les lecteurs étrangers. Une fois seulement, à la fin de son ouvrage (p. 150), l'auteur dit que le Royaume d'alors était composé de 11 comitats, neuf de ces comitats étant en Slovaquie ; il y a là une inexactitude, car les comitats qui constituaient le Royaume de Hongrie étaient : dans les régions à l'ouest du Danube, Sopron, Vas, Mosony, Győr ; dans la Haute-Hongrie, Pozsony, Trencsén, Arva, Liptó, Turóc, Zólyom, Bars, Sáros, Szepes, Komárom. En y joignant les comitats appartenant en droit au roi, mais en fait soumis à la domination turque : Zala, Veszprém, Nyitra, Hont, Nógrád, Gömör¹, nous voyons que le Royaume de Hongrie était composé de 26 comitats dont 5 au-delà du Danube. Dans ces conditions, on ne saurait identifier, comme le fait M. Oberuc, le Royaume de Hongrie au ^{xvii}^e siècle et la Slovaquie (p. 12), pas plus qu'il ne faudrait en faire deux groupements séparés (p. 160). En fait, la Slovaquie n'était qu'une partie du Royaume de Hongrie, distincte par sa population slovaque, mais sans individualité politique.

1. S. Szilágyi, *A magyar nemzet története* [Hist. de la nation hongroise], t. VI, p. 498-499. — Carte de la Hongrie à l'époque de la paix de Linz (1645-1648) dressée par I. Acsády.

M. Oberuc a également une tendance trop marquée à voir le passé à travers ses conceptions personnelles du présent. L'incorporation actuelle des Slovaques à la Bohême n'est pour lui qu'un retour des Slovaques à l'indépendance nationale qu'ils avaient perdue depuis plus de mille ans. En réalité, il y a mille ans, ils n'occupaient pas encore le territoire de la Haute-Hongrie. Sans doute, à l'époque de la conquête de la Hongrie (890-900), le roi morave Svatopluk régnait aussi sur une partie de la Hongrie occidentale et en fut chassé par les Hongrois. Mais d'abord ce pays des Marahanes (ou Moravans), c'est-à-dire des Moraves-Slovaques, avait son centre sur la Morava ; de plus ces Moraves-Slovaques n'étaient pas les ancêtres des Slovaques actuels, leur langue respective différant considérablement. Les Slovaques de Haute-Hongrie n'habitaient pas alors ce territoire, qui pendant plus de deux siècles (900-1100) à peu près resta inhabité. Après l'invasion et les ravages des Mongoles seulement (1241), les rois hongrois commencèrent à peupler les régions septentrionales et occidentales du pays. Les comitats de Trencsén et d'Arva forment aujourd'hui la partie la plus dense de la population slovaque ; mais en 1065, le premier était, selon l'expression de l'évêque de Pécs, un désert, la partie septentrionale en étant même en 1244, tout à fait abandonnée ; quant au comitat d'Arva, les Slovaques ne commencèrent à s'y établir qu'au xiv^e siècle. Pour le comitat de Liptó, nous savons positivement que ce furent des Hongrois qui y entreprirent la fondation de villages, puis des Allemands, et en dernier lieu les Slovaques¹. Dans le district à l'ouest de la Tisza où nous trouvons aujourd'hui 493.606 Slovaques, ils ne s'infiltrèrent qu'après les ravages des Tartares. Quant aux régions à l'ouest du Danube et à l'est de la Tisza, et la plaine entre le Danube et la Tisza, elles ne furent peuplées par les Slovaques qu'au xviii^e siècle et au xix^e siècle.² Ainsi les Slovaques n'étaient pas des habitants autochtones de la Hongrie septentrionale et occidentale, mais ils se sont peu à peu infiltrés dans le pays, à partir du xii^e siècle, venant des contrées de la Morava et de l'Oder. Il est donc inexact de dire : « La Slovaquie était incorporée, depuis la fin de la grande Moravie, dans le royaume de Saint-Étienne et devait en faire partie jusqu'en 1918 » (p. 2). La Moravie fut détruite, il est vrai, mais elle ne comprenait

1. Pour l'histoire de l'établissement des colonies slovaques v. le travail magistral d'Elemér MÁLYUSZ, *Turócmegeye kialakulása* (La formation du comitat de T., Bpest, 1922) et *Revue des ét. hongr.*, 1924 [t. II], p. 18.

2. János KARÁCSONYI, *A magyar nemzet történeti joga hazánk területéhez* [Les droits historiques de la nation hongroise au territoire d'autrefois], 1916, pp. 22, 23, 24, 26, 31.

que quelques comitats occidentaux de la Hongrie, et les Moraves n'étaient probablement pas les ancêtres en droite ligne des Slovaques actuels. Ceux-ci n'immigrèrent en Hongrie que deux ou trois siècles plus tard, sans avoir jamais constitué une Slovaquie indépendante. La Slovaquie est seulement une appellation géographique et ethnique qui désigne les contrées de la Hongrie habitée par des Slovaques, mais *une Slovaquie, en tant qu'organisme politique, n'a jamais existé.*

M. Oberuc se propose de retracer dans son travail les destinées des Slovaques luthériens, « de ces hommes que l'on peut considérer comme le bon grain, la partie la plus saine et la plus vivante de toute la nation » (p. 2), leurs persécutions et leur destruction au *xvii^e* siècle. Mais il oublie que l'histoire des Slovaques luthériens est intimement liée à l'histoire de tout le protestantisme hongrois et ne peut en être détachée. Dès lors, ou bien M. Oberuc dépasse son dessein et ne peut borner son récit aux Slovaques ; par exemple, il parle plusieurs fois de la persécution des luthériens des villes royales de Pozsony, Kassa, Eperjes, toutes fondées et habitées en majeure partie par des Allemands, pour une moindre part par des Hongrois. Ou bien, s'il s'en tient aux Slovaques, il devient difficilement compréhensible et l'on ne voit guère comment les événements de Slovaquie étaient en connexion avec ceux du reste de la Hongrie. M. Oberuc présente bien souvent les persécutions des luthériens sans rappeler que les réformés du pays devaient subir les mêmes souffrances ; par exemple, il dit (p. 17) : « En vertu de cet article 22, on voulait égorger les luthériens de Slovaquie » ; alors que les réformés étaient en Hongrie plus nombreux que les Luthériens et que cet article visait aussi bien les uns que les autres. Ailleurs, « l'archevêque Pázmány comptait toujours avec les circonstances, avec la force des luthériens » (p. 35), au lieu de dire : avec la force des protestants en général, et surtout des réformés qui, s'appuyant sur les princes de Transylvanie, représentaient dans le pays une plus grande force que les luthériens. (Voir également pp. 38, 41, 42, 47, 53, 62, 75, 83, 89, 148, 163). Les lecteurs étrangers peu au courant de l'histoire de la Hongrie peuvent ainsi croire que les luthériens seuls furent persécutés ; au contraire, ce fut parfois l'inverse qui se produisit : dans la seconde moitié du *xvi^e* siècle, par exemple, les réformés furent persécutés, tandis que les luthériens étaient déjà reconnus par le roi et les Diètes. C'est le même cas lorsqu'il s'agit « des tortures endurées sur les galères par les pasteurs slovaques » (p. 9) ; la vérité est que parmi les nombreux pasteurs torturés sur

les galères, il y avait tout au plus trois pasteurs slovaques.

Il échappe à M. Oberuc quelques inadvertances, comme de parler des « empereurs de l'ancienne Hongrie », alors que la Hongrie n'avait que des rois, princes de la maison de Habsbourg, qui étaient en même temps empereurs du Saint-Empire romain-germanique. Il oublie plusieurs fois que la Transylvanie et les comitats rattachés à elle constituaient au *xvii*^e siècle aussi une partie de la Hongrie, et il ne parle, à côté du Royaume de Hongrie, que du territoire occupé par les Turcs ; ainsi, p. 18, il dit : « La Slovaquie était entre deux feux, la Turquie et l'Empire, les Turcs lui déclarèrent une guerre ouverte. » Or, la Transylvanie n'était-elle pas la troisième voisine de la « Slovaquie » ? Quelques lignes plus loin, M. Oberuc continue : « Chaque fois que le luthéranisme de Slovaquie fut menacé, la Transylvanie voisine vint à son secours. » C'est se méprendre sur la vraie explication des événements. Si les princes de Transylvanie, BOCSKAY, BETHLEN, RÁKÓCZY, se sont soulevés plusieurs fois contre les rois Habsbourg, quand ceux-ci opprimaient la liberté politique ou religieuse des États hongrois, ils ne visaient jamais les Slovaques, mais bien les droits et les privilèges de la nation hongroise et des États protestants hongrois. Comme les princes de Transylvanie n'étaient pas vassaux des rois de Hongrie, il est inexact de dire qu'ils se sont révoltés (pp. 19, 41, 53). Ce n'était pas une rébellion de leur part que de contraindre le roi par la force des armes à respecter les droits de la nation hongroise. Par conséquent on ne saurait dire : « Bocskai... avait joué un rôle important en faveur des luthériens de Slovaquie » (p. 21) ; il faudrait dire : en faveur des protestants de Hongrie. De même, à la suite de la paix de Vienne, ce fut le protestantisme, et non le seul luthéranisme, qui devint religion légalement autorisée (p. 20). C'est une grande exagération de dire que Pázmány convertit plus de 30.000 familles protestantes au catholicisme (p. 38). La ville de Sárospatak, résidence de la famille Rákóczy, où demeurait Sophie Báthory, veuve de Georges II Rákóczy, n'appartint jamais à la Slovaquie orientale (p. 68). Louis XIV n'a jamais accepté l'alliance des Slovaques protestants (p. 148) ; ce furent les protestants persécutés de Hongrie qui lui avaient offert leur alliance.

L'auteur indique les causes qui firent qu'à Presbourg un plus grand nombre de pasteurs réformés que de pasteurs luthériens refusèrent de signer la déclaration exigée d'eux et persévérèrent dans leur foi. Si les pasteurs luthériens acceptèrent de signer la déclaration, c'est, d'après M. Oberuc, parce que d'abord ils pensaient qu'il valait mieux conserver la vie en vue de l'avenir que de se laisser tuer sans profit pour l'Eglise ; en outre, ils savaient

l'allemand, et l'Allemagne était très proche et accessible pour eux ; tandis que les réformés hongrois n'avaient accès qu'en Suisse et en Hollande, pays lointains (p. 131). Ces motifs extérieurs peuvent n'être pas sans influence sur leur détermination, mais la raison décisive, omise par M. Oberuc, c'est que les réformés étaient les fils spirituels de Calvin qui avait enseigné que celui qui perd la vie pour Jésus la retrouvera. Toute l'histoire atteste que les calvinistes opposaient toujours à la puissance terrestre une résistance plus forte que les luthériens.

Ces observations de détail une fois faites, nous ne voudrions pas déprécier outre mesure l'ouvrage de M. OBERUC, qui a été élaboré d'après de multiples textes imprimés, latins, français, allemands, slovaques, ou hongrois. Ses imperfections en rendent la compréhension et l'appréciation difficile pour le lecteur français qui a peine à saisir quelle fut au juste la situation du protestantisme hongrois au xvii^e siècle. L'auteur se laisse aller parfois à une certaine partialité. Néanmoins, nulle part il ne fausse gravement le caractère des événements et des facteurs principaux ; et l'on peut tirer de cet ouvrage nombre de renseignements utiles sur les tragiques destinées du protestantisme hongrois, surtout du protestantisme de la Haute-Hongrie, au xvii^e siècle.

(Faculté de théologie réformée
à Sárospatak).

LAJOS RÁCZ.

Anthologie de la Poésie hongroise contemporaine.

Version française sous la direction de Béla POGÁNY, révision de Géo CHARLES. Paris, [1927], Les Ecrivains Réunis, in-8°, 218 p.

La littérature hongroise joue de malheur. Après la traduction que M. TÉREY avait donnée d'un choix de poèmes d'Endre ADY¹, voici qu'un groupe de jeunes Hongrois a fait paraître une *Anthologie de la poésie hongroise contemporaine*.

La présentation même de ce petit livre est des plus déplaisantes. L'introduction générale et les notices particulières consacrées à chacun des poètes traduits sont comme un défi au bon goût. En outre, le choix des pièces traduites et la version française elle-même appellent plus d'une protestation.

1. Voir un compte-rendu de ce volume dans la *Revue des Et. hongr.*, 1927 [t. 5], p. 196.

Goûtons d'abord la saveur des textes qui prétendent nous présenter le livre tout entier et les poètes les uns après les autres.

Nous lisons (p. 8-9) :

« L'âme et la langue hongroise prennent leur origine dans le fond brumeux de l'Asie, leurs manifestations sont surchargées d'un contenu dense dont les contours cependant demeurent fluides et vagues, de notions qui se composent de toute une stratification de sens divers, d'une plénitude véhémence, robuste et cependant imprécise... »

Si le lecteur est renseigné après avoir lu ce charabia, tant mieux, mais nous demanderons à M. Béla Pogány qui en est l'auteur ce qu'il veut dire par une « plénitude véhémence... etc. » sans nous arrêter à admirer davantage cette brumeuse évocation des origines asiatiques de la nation hongroise.

Il est vrai qu'il avait défini auparavant l'esprit français comme étant « analytique » et l'esprit hongrois comme étant « synthétique », définition dont nous n'aurons pas la cruauté de lui demander la justification.

Le style de M. Béla Pogány ne tarde pas à prendre une allure plus vive, presque dramatique, ainsi qu'il apparaîtra de l'héroïque passage ci-dessous, relevé (p. 53) dans sa notice sur József Erdélyi :

« Sans viser aux effets, il saisit l'événement lyrique par ses racines et nous le communique ainsi, par la création à la fois naturelle et indirecte. »

Quittons vite cette vision douloureuse et élevons notre âme vers la contemplation métaphysique :

« Füst, écrit-il (p. 67) ne voit la vie que comprimée par la matière boursoufflée dont il sait s'arracher, et dont les atomes s'acharnent, les uns contre les autres, dans une lutte incessante... Ses frontières : l'éternel et l'infini sans issue. »

Pends-toi brave Lucrèce, ce que tu avais chanté n'est rien auprès de ces miracles qui érigent l'infini en frontière et qui boursoufflent la matière (laquelle à son tour comprime... etc., etc., sans oublier les atomes !).

Mais ne bornons pas là nos découvertes. Quatre pages plus loin, c'est une nouvelle théorie de l'éther et des mouvements ondulatoires que nous propose M. Béla Pogány que la personnalité du poète Oszkár Gellért inspire au point de lui suggérer le passage suivant (p. 71) :

« En ses premiers poèmes, il trouva des accents nouveaux dans l'interprétation de sentiments cachés, singuliers et surchauffés et dans leur vibration sourde. »

Surtout que l'on ne reproche pas à la pensée de M. Pogány de manquer de suite ! Plus loin, il confirme sa théorie des vibrations par cette phrase significative (p. 89) :

« Dans sa poésie vibre le silence de la piété et de l'attente... » (à propos de Gyula Juhász).

Mais la psychologie subit, elle aussi, un renouvellement, lisez plutôt :

« ... (Gellért) domine l'univers des sensations retranchées du monde extérieur. »

Que vont dire les sensualistes ? Voilà le grand problème résolu.

Il est cependant d'autres affirmations qui nous étonnent et vont presque jusqu'à scandaliser notre candeur. Mais nous lasserions le lecteur à vouloir citer la multitude des perles recélées presque à chaque page dans ce petit volume à l'extérieur inoffensif.

Nous disons l'extérieur, car sa lecture n'est pas seulement amusante, ainsi qu'on peut juger par les échantillons que nous venons de donner. Il y a dans la façon de présenter les poètes et les œuvres un manque de bonne foi qui choquera tous les lecteurs compétents, pour ne pas dire plus.

C'est ainsi qu'au seuil de l'ouvrage, M. Béla Pogány affirme sans vergogne que les poèmes traduits sous sa direction sont « les créations poétiques reconnues comme les plus parfaites par l'unanimité de la critique hongroise ».

Il serait plaisant d'instituer une enquête parmi les critiques hongrois à l'effet de savoir ce qu'ils pensent d'une pareille affirmation. La plupart la jugeront imprudente. Qui M. Béla Pogány espère-t-il tromper ? On est stupéfait de lire dans sa préface une phrase aussi violemment démentie par la composition même du livre. Les poèmes qu'il nous donne sont-ils tous reconnus unanimement comme faisant partie des « créations poétiques les plus parfaites » de la poésie lyrique hongroise contemporaine ? Personne ne le soutiendra sans rire. M. Béla Pogány le sait aussi bien que n'importe qui. Alors à qui veut-il donner le change ? Mais si trop de jeunes littérateurs sont représentés dans ce recueil, qui n'ont pas encore acquis le doit d'y figurer, en revanche, il y a des exclusions scandaleuses. M. Béla Pogány respecte-t-il le traité de Trianon jusqu'à refuser d'admettre dans son anthologie les poètes hongrois de Transylvanie ? Et pourquoi d'autre part exclue-t-il M^{me} Anna LESZNAI ?

Mais il y a plus. Dans son introduction, M. Béla Pogány partage la littérature hongroise de nos jours entre trois « courants principaux, symbolisés par les trois revues littéraires que nous citons par ordre chronologique : le *Nyugat*, le *Ma* et le *Magyar*

Írás. La plupart des poètes présentés appartiennent à ces trois écoles. »

Là-dessus le lecteur français de croire en toute bonne foi qu'il y a trois écoles littéraires en Hongrie.

Rien n'est plus faux. S'il est vrai que la revue *Nyugat* groupe un certain nombre d'écrivains de valeur (à la tête desquels on trouve BABITS, GELLÉRT et KASSÁK, qui représentent chacun une tendance particulière), le *Ma* est parfaitement inexistant. Cette revue morte depuis plusieurs années avait fait son apparition à la fin de la guerre. Kassák y avait alors groupé quelques-uns de ses fervents. Elle le suivit en exil à Vienne. Depuis, Kassák est revenu au *Nyugat* et son école n'a plus aucune tribune indépendante. M. Pogány connaît certainement tous ces faits. On ne comprend donc pas sa classification des écrivains hongrois contemporains. L'inexactitude paraît encore plus flagrante en ce qui concerne la troisième « école », celle du *Magyar Írás* (non pas « Verbe hongrois » mais « Les écrits hongrois » ou quelque chose dans ce goût). Il s'agit cette fois-ci d'une petite feuille qui se prétend d'avant-garde, dont le jargon prétentieux ne saurait faire illusion et dont il serait préférable de taire le nom, ne fût-ce que par charité. Il est donc parfaitement inélégant, de la part de M. Pogány, de vouloir faire accroire au public français que les trois revues *Nyugat*, *Ma* (qui ne paraît plus !) et *Magyar Írás* peuvent être nommées sur un même plan. Aussi est-il tout simplement ridicule de lui voir écrire : « *Le verbe hongrois (Magyar írás)* qui est l'un des principaux organes militants de la plus jeune génération » (p. 155) ou encore (à propos d'István Strém) : « plus tard, il devint une personnalité éminente parmi les écrivains groupés autour du *Magyar Írás* » (p. 173). Je le répète, pour le lecteur français, il est très déplaisant de constater que l'on spéculé sur son ignorance et qu'on essaie de lui faire admettre des inexactitudes voulues. Il est un autre point sur lequel je me permettrai d'insister, c'est celui concernant la valeur des traductions proposées. Ces traductions sont caractérisées par une incompréhension parfaite des règles les plus élémentaires de la transposition d'une langue à l'autre. De plus elles témoignent d'une inconnnaissance surprenante du langage poétique hongrois. Le texte français est formé d'à peu près qui sabotent les poèmes reproduits dans l'Anthologie. C'est ainsi qu'une strophe d'ADY dont je traduis ici littéralement le contenu :

*Pierre toujours lancée en l'air, retombée sur ton sol,
mon petit pays, c'est perpétuellement
que te revient ton fils*

est rendue par

*Pierre lancée droit [? sic] dans les airs
Ton fils te revient. mon petit pays
Toujours.*

Sans doute m'objectera M. Pogány, auteur de cette traduction, il y a une recherche de l'effet dans la manière de placer le mot *toujours* au troisième vers. Oui, mais Ady ne l'avait pas voulu. En outre, cette recherche de l'effet induit M. Pogány à mutiler horriblement la dernière strophe du même poème. Au lieu de :

*Et hélas, c'est en vain, même exprès
Cent fois me lancerais-tu, je retomberais
Cent fois de même, jusqu'à la fin.*

nous lisons :

*Hélas, toute idée est vaine, (? sic)
Tu me lancerais cent fois, je retomberais
Toujours.*

Oh, que ce *toujours* est galant ! Mais voilà, en hongrois Ady a écrit : *százszor is, végül is*, ce qui n'est pas du tout la même chose, heureusement.

Le mouvement des vers, l'ordre des images (qu'il ne faut pas confondre avec l'ordre des mots), tout cela ne compte pas. Ainsi, la strophe quatrième du poème ci-dessus est traitée de la façon la plus désinvolte. Au lieu de :

*Je suis tien dans ma grande colère,
la grande infidélité, l'amoureux souci,
hongrois tristement.*

M. Pogány traduit :

*Je suis si tristement magyar, je suis tien
Dans la grande colère, dans l'infidélité
Dans les soucis de l'amour.*

Depuis quand le mot hongrois *szerelmes gond* est-il devenu l'équivalent de *soucis d'amour* ? Allons, il suffit déjà de martyriser un poème en le traduisant sans qu'il soit nécessaire de le défigurer en outre par l'addition de platitudes. Mais, me dira-t-on, ce sont là nuances bien délicates et il est un peu inutile de vouloir exiger tant de science précise du langage de la part d'un traducteur qui n'est pas Français, et qui sait peut-être assez mal sa

langue maternelle. N'a-t-il pas osé traduire *vad vizek* par *eaux farouches* (p. 211) ? Ignore-t-il à ce point le hongrois qu'il ne sache que *vad vizek* sert à désigner les mares stagnantes de la grande plaine hongroise ?

Un autre joyeux détail concerne la « révision » de ces textes. Oh combien révisés ! Nous lisons (p. 214) :

Et croyez-m'en, je ne suis pas responsable si les hommes ne réfléchissent non plus aujourd'hui ni ne veulent ressusciter !

Cette même traduction commence par cette héroïque phrase : *Que ces vers tressés par les rais du soleil vernal...* Tant de pédanterie dans le choix de l'expression s'allie mal avec l'incorrection signalée ci-dessus et avec le texte assez banal du poème.

Mais nous trouvons encore de belles perles, comme par exemple cette expression très française :

Que le sort des pauvres navires d'hommes semble triste !

Oui, mais il semble aussi très triste que le réviseur sache si mal son français. Comment a-t-il pu laisser passer cette expression qui n'a aucun sens en français ? Et que veut dire : *le fourré dépouillé d'automne* (p. 151), le *Train du monde* (p. 120) (au lieu de : *Le cours du monde*, ou encore *Ainsi va le monde*).

Que dire de celui qui a « révisé » (p. 68) un poème auquel il a laissé pour titre : *Sur un stèle égyptien* (sic.) ?

Il est temps de conclure. Je n'ai que trop abusé de la patience du lecteur, mais il était nécessaire de signaler au public français que les éditeurs de l'*Anthologie de la poésie hongroise contemporaine* ont abusé de sa bonne foi en lui présentant des traductions incorrectes d'un choix de poèmes tendancieusement collationnés, que des commentaires irréfléchis voudraient faire prendre pour les plus belles perles de la poésie hongroise de nos jours. Il fallait montrer qu'il n'en est heureusement rien.

De tout cela il faut retenir une leçon. Seuls ceux-là sont qualifiés pour présenter au public français la poésie hongroise, qui la connaissent et l'aiment, ceux qui savent goûter sa beauté et s'appliquent à ne pas trop la mutiler lors de la transposition en français. A cet effet, il leur faut connaître la langue et les procédés des grands poètes français de la fin du xix^e siècle, sans oublier les poètes plus récents. Un vers hongrois doit se transposer en français non dans le langage du journal ou de la conversation courante, mais dans le langage de Baudelaire, de Verlaine, de Mallarmé et même de Paul Valéry, de Guillaume Apollinaire ou de Cocteau.

Une telle entreprise requiert des lettrés et non des demi-lettrés. Il eût mieux valu pour le bon renom de la poésie hongroise que cette *Anthologie* n'eût pas paru. Loin d'avoir fait œuvre pie, ses auteurs ont contribué à donner de la littérature de leur patrie une caricature, un masque déplaisant qui la déforme outrageusement. En ami de la poésie hongroise, je proteste contre cet enlaidissement immérité qu'elle vient de subir au cours des deux cents pages de ce recueil importun.

(Paris-Budapest. Eötvös-Collegium). AURÉLIEN SAUVAGEOT.

Bibliographia Hungariae. III. Philologica. Periodica. Verzeichniss der 1861-1921 erschienenen, Ungarn betreffenden Schriften in nichtungarischer Sprache. Zusammengestellt vom Ungarischen Institut an der Universität Berlin. Ungarische Bibliothek. Dritte Reihe. — Berlin u. Leipzig, 1928. Waller de Gruyter et Co. Gr. in-8°, 711-942 col.

Nous avons déjà rendu compte ici-même (1923 [t. I], p. 219) du premier volume de cette excellente entreprise, commencée par le très regretté Robert GRAGGER et menée à bonne fin par les élèves et amis de l'Institut Hongrois à l'Université de Berlin. Cette troisième partie contient tout ce qui se rapporte à la littérature et à la langue hongroises, aux beaux-arts, à la religion, à l'Eglise et à l'enseignement public en Hongrie. Cette livraison se distingue aussi par les mêmes qualités que nous avons reconnues à l'ouvrage à propos du premier volume : division logique et précise de la matière, arrangement net et clair, abondance (quelquefois excessive) de titres de livres.

En ce qui concerne les rapports franco-hongrois nous y trouvons d'abord une bibliographie des dictionnaires français-hongrois (col. 719-720). (Nous faisons remarquer que la première édition du dictionnaire de MOLÉ-BABOS a été publiée à Pest, en 1865 et que la partie hongroise-française du Dictionnaire THEISS-MATSKÁSSY n'a jamais paru). Puis vient une liste des grammaires du hongrois en français (il n'y en a qu'une qui vaille encore quelque chose, celle d'Ignace KONT, *Petite grammaire hongroise*. Heidelberg, 1908). Enfin la bibliographie des ouvrages hongrois traduits en français. Elle est assez complète et à première vue on croirait que les meilleures œuvres de la littérature hongroise sont maintenant accessibles par les traductions au public de langue française. Mais

qu'on ne s'y trompe point. La plupart de ces traductions sont depuis longtemps épuisées en librairie. (Il y en a même qui n'y ont jamais figuré, comme par exemple un volume de traductions de JÓKAI par Horn, paru en une édition pour amateurs ; les traductions françaises parues à Budapest n'ont — à quelques exceptions près — jamais pénétré en France). A l'heure actuelle le lecteur français ne trouvera en librairie que les traductions littéraires suivantes :

1. Cécile de TORMAY, *Au pays des pierres*. Roman. Traduit par Marcelle Tinayre et Jean Guerrier. Paris, Calmann-Lévy, 1914.
2. Cécile de TORMAY, *Le livre proscrit*. Scènes de la révolution communiste. Traduit et adapté par Marcelle Tinayre et P. E. Régner. Paris, Plon, 1925.
3. Eugène HELTAI, *Monsieur Selfridge, escamoteur*. Paris, Bros-sard, 1925.
4. *Anthologie des conteurs hongrois d'aujourd'hui*. Paris, Rieder, 1927.
5. *Anthologie de la poésie hongroise contemporaine*. Paris, « Écrivains réunis », 1927. (Voir compte-rendu dans le présent numéro de notre *Revue*).
6. *Les maîtres conteurs hongrois*. Traduit par Louis J. Fóti et Georges Delaquys. Budapest, Librairie française, 1928.

(Genève)

B.
